



UNIVERSITÉ D'ORAN 2

CONFÉRENCE INTERNATIONALE SUR L'INDUSTRIE ET L'USINE DU FUTUR

P.16

LE MEDIATEUR MAGHREBIN

Quotidien national d'information

Lundi 14 octobre 2024 - N°: 229 - Prix:10 DA

SAHARA OCCIDENTAL

LES ILLUSIONS DU MAROC VOLENT EN ÉCLATS



P.8

ALGER ET NEW DELHI CONSOLIDENT LEUR COOPÉRATION BILATÉRALE

La présidente de l'Inde entame une visite d'État en Algérie

La présidente de la République de l'Inde, Mme Droupadi Murmu, a entamé, hier, une visite d'Etat de quatre jours en Algérie, indique un communiqué de la Présidence de la République.

Lire en Page 3




À LOMÉ AUJOURD'HUI FACE AU TOGO

Les "Verts" pour sceller leur qualification à la phase finale

P.12

CONSACRÉE À LA 2^{ème} PHASE DE RÉINTÉGRATION DES ÉLÈVES

BELAABED PRÉSIDE UNE CONFÉRENCE NATIONALE

P.2

UNIVERSITÉ D'ORAN 2

Conférence internationale sur l'industrie et l'usine du futur

P.16

POUR ENCOURAGER LES CITOYENS À DEVENIR PROPRIÉTAIRES

Un coup de pouce aux bénéficiaires des logements AADL

P.6

GÉNOCIDE À GAZA

Un nouveau carnage sioniste sur les camps de Nuseirat et Jabalia



P.9

CONSACRÉE À LA 2^{ÈME} PHASE DE RÉINTÉGRATION DES ÉLÈVES Belaabed préside une conférence nationale

Le ministre de l'Education nationale, Abdelhakim Belaabed a présidé une conférence nationale consacrée aux directives concernant la 2ème phase de l'opération de réintégration et à l'évaluation des préparatifs liés à l'organisation du championnat national des sports scolaires, a indiqué hier un communiqué du ministère.

Dans le cadre d'une série de conférences, tenues par visioconférence, consacrées au suivi de la rentrée scolaire, M. Belaabed a présidé, samedi, une conférence nationale consacrée aux directives relatives à la 2ème phase de l'opération de réintégration, à l'évaluation des préparatifs pour l'organisation du championnat national des sports scolaires, et au suivi de la prise en charge des préoccupations soulevées au niveau des directions de l'éducation de wilayas", a précisé le communiqué. Le ministre a, en outre, affirmé qu'après publication des résultats de la 1ère phase d'étude des requêtes de réintégration des élèves qui n'ont pas pu poursuivre leur parcours scolaire, menée au niveau des établissements scolaires, "les directions de l'éducation prendront en charge les requêtes restantes dans la 2ème phase, avant de mettre en place des mesures supplémentaires pour répondre aux autres requêtes, conformément aux instructions du président de



la République, M. Abdelmadjid Tebboune, émises lors du

Conseil des ministres du 22 septembre 2024". Concernant

les préparatifs liés à l'organisation du championnat national

des sports scolaires, qui débutera janvier 2025, M. Belaabed a suivi un exposé sur les travaux réalisés par le comité en charge de ce dossier, soulignant "la nécessité de prendre toutes les mesures nécessaires pour garantir le succès de cette manifestation nationale, qui vise principalement à découvrir et à promouvoir l'élite sportive". Par ailleurs, et "dans le cadre de l'évaluation du déroulement de la rentrée scolaire au cours des premières semaines, notamment en ce qui concerne la prise en charge rapide des différentes situations liées à la scolarisation des élèves, le ministre a écouté toutes les préoccupations soulevées dans chaque wilaya et la manière de leur traitement". A ce propos, il a insisté sur "la nécessité de continuer sur la même lancée, de répondre instantanément et rapidement à toutes les préoccupations qui pourraient être soulevées, conformément aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur, et de veiller à assurer l'accueil quotidien des citoyens jusqu'au 31 octobre 2024", conclut le communiqué.

GENÈVE

Boughali s'entretient le président du Parlatino

Le président de l'Assemblée populaire nationale (APN), Brahim Boughali, s'est entretenu, hier à Genève (Suisse), avec le président du Parlement de l'Amérique latine et des Caraïbes (Parlatino), Rolando Patricio, et ce, en marge de la 149e Assemblée générale de l'Union interparlementaire (UIP), indique un communiqué de la chambre basse du Parlement.

Ces discussions "ont permis d'évoquer la nouvelle qualité de membre de l'APN, en tant que membre observateur au Parlement de l'Amérique latine et des Caraïbes, outre les perspectives de coopération prometteuses entre les deux instances, au vu notamment des relations bilatérales privilégiées entre l'Algérie et les pays membres du Parlatino", précise le communiqué. A cette occasion, M. Patricio a affirmé que "la présidence algérienne actuelle de l'Union interparlementaire arabe (UIPA), constituera une opportunité précieuse pour approfondir la coopération parlementaire et créer un espace arabo-latino-américain, en sus de l'apport positif de l'Algérie au sein de cette instance parlementaire, notamment en ce qui concerne l'échange d'expériences en matière d'action législative". Les deux parties ont exprimé "leur satisfaction quant à la convergence de vues concernant nombre de questions d'actualité et d'intérêt commun", conclut le communiqué



CANCER DU SEIN

L'UGTA organise une journée de sensibilisation

L'Union générale des Travailleurs algériens (UGTA) a organisé, hier, à Alger, une journée de sensibilisation sur le cancer du sein, au cours de laquelle il est proposé, à titre gracieux, diagnostic, dépistage précoce, analyses et examens d'imagerie. S'exprimant lors de cette journée organisée par le département de la santé, de la prévention et de la condition de la femme travailleuse de l'UGTA, en coordination avec le comité de wilaya des femmes travailleuses d'Alger, le Secrétaire général l'UGTA, M. Amar Takdjout a indiqué que cette action "s'inscrit dans le cadre de l'adhésion de l'UGTA à la campagne nationale et mondiale de sensibilisation contre le cancer du sein". Il a, dans ce cadre, mis l'accent sur "l'impératif de sensibiliser la femme à l'importance que revêt le dépistage précoce du cancer du

sein", ajoutant "outre la prévention contre la maladie, le programme de cette journée tend à sensibiliser la femme à l'importance du dépistage précoce de cette maladie afin d'éviter toute complication". De son côté, la présidente du comité de wilaya des femmes travailleuses de la wilaya d'Alger, Mme Malika Boutaoui, a fait savoir que "près de 200 femmes travailleuses et femmes au foyer bénéficieront, ce dimanche, d'une visite et d'un diagnostic médical gratuits, au niveau du siège de la centrale syndicale, encadrés par des médecins spécialistes", précisant que "les femmes ayant des symptômes de cette maladie ou des facteurs de risque seront prises en charge et accompagnées à titre gracieux". Pour sa part, la secrétaire nationale chargée de la Médecine du travail et de la condition de la femme travailleuse à l'Union générale des

travailleurs algériens (UGTA), Pr Nora Akif, a fourni des explications sur cette maladie et les moyens de prévention. A cette occasion, Mme Akif a salué la contribution de Sonatrach, de Sonelgaz, de la Banque de l'agriculture et du développement rural (BADR), et des Fédérations des Douanes et des Ports "en vue de permettre aux femmes travailleuses concernées de bénéficier d'un dépistage précoce au niveau de la Centrale syndicale et leur prise en charge gratuite, dont la mammographie, et le suivi continu de leur état de santé". "Dans le cadre de la campagne nationale de sensibilisation contre le cancer du sein, nombre de femmes travailleuses bénéficieront, le 27 octobre, d'un dépistage précoce, et d'un accompagnement médical au niveau de la wilaya de Ouargla", a-t-elle, par ailleurs, annoncé.

Energie

Le Groupe Télécom Algérie participe au Salon NAPEC

Le Groupe Télécom Algérie (GTA) participe avec ses entreprises affiliées à la 12ème édition du Salon "Africa & Mediterranean Energy & Hydrogen Exhibition and Conference (NAPEC 2024)", qui se tiendra du 14 au 16 octobre 2024 au Centre des conventions Mohammed Ben Ahmed à Oran (CCO), a-t-il annoncé hier dans un communiqué. Au cours de cette manifestation, le groupe et ses entreprises économiques affiliées à son portefeuille présentera ses offres et services à l'occasion, a précisé la même source.

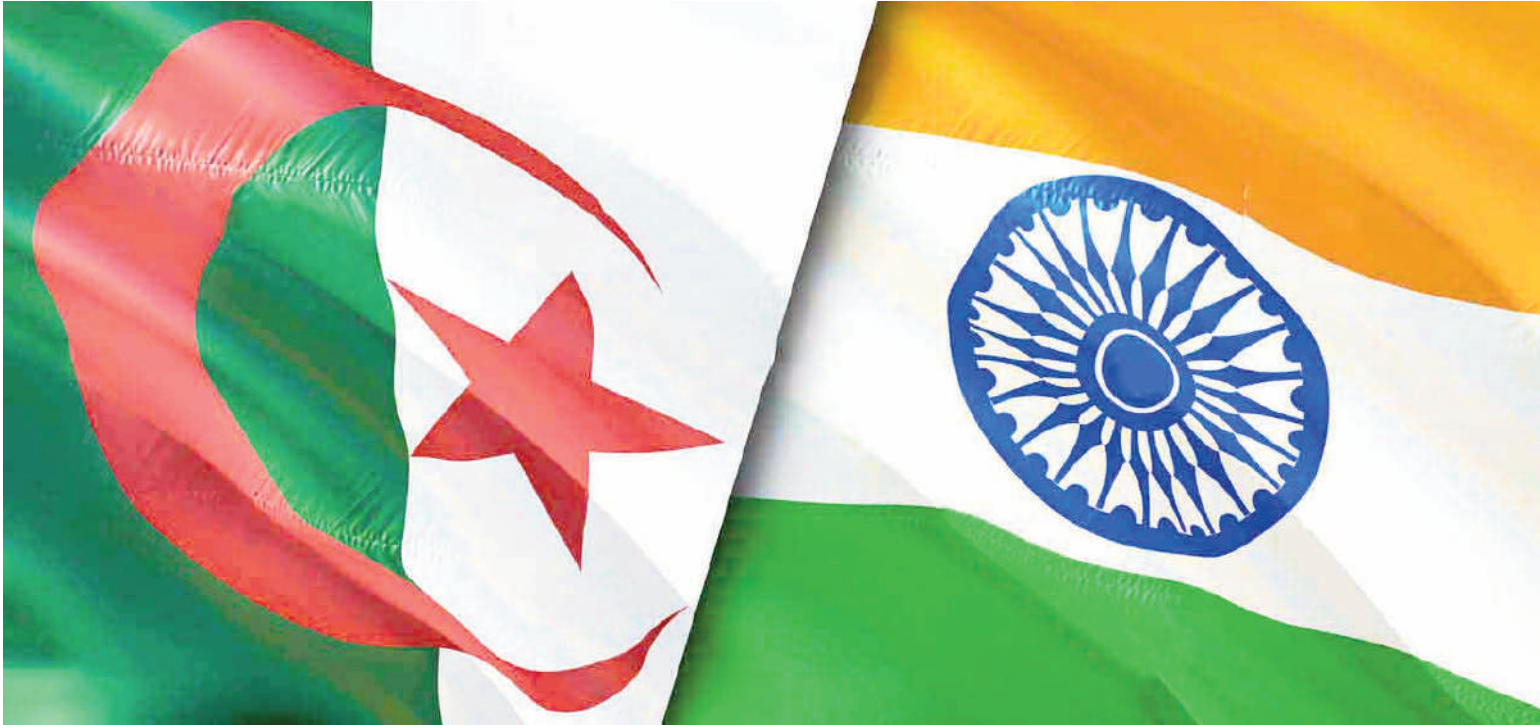
Considéré comme un rendez-vous incontournable de l'économie nationale, le Salon réunira des entreprises algériennes de premier plan, dont le Groupe Telecom Algérie, a fait savoir le communiqué en précisant que cette participation témoigne de "l'engagement du groupe et de ses entreprises affiliées dans la promotion des technologies de l'information et de la communication, tant au niveau local qu'international". L'objectif de cette participation vise également à "contribuer à l'amélioration de l'efficacité opérationnelle des entreprises, les rendant plus flexibles et compétitives dans un marché en constante évolution, tout en contribuant à l'essor de l'économie nationale". Organisé cette année sous le slogan "Equilibrer les hydrocarbures et les énergies propres : vers un mix énergétique efficace", le Salon constitue pour GTA un "événement majeur qui se concentrera sur les enjeux de la transition énergétique et l'avenir des énergies fossiles dans le contexte mondial actuel".



ALGER ET NEW DELHI CONSOLIDENT LEUR COOPÉRATION BILATÉRALE

La présidente de l'Inde entame une visite d'État en Algérie

La présidente de la République de l'Inde, Mme Droupadi Murmu, a entamé, hier, une visite d'Etat de quatre jours en Algérie, indique un communiqué de la Présidence de la République.



Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune reçoit, ce jour, la présidente de la République de l'Inde, Mme Droupadi Murmu qui effectue une visite d'Etat de quatre jours en Algérie", lit-on dans le communiqué.

Ainsi, le chef de l'Etat a accueilli la présidente de la République de l'Inde, Mme Droupadi Murmu, qui a entamé, dimanche après-midi, une visite d'Etat de quatre jours en Algérie. La cérémonie d'accueil s'est déroulée à l'aéroport international Houari-Boumediene d'Alger.

Cette visite avait été déjà annoncée par la nouvelle ambassadrice de la République de l'Inde, Mme Swati Vijay Kulkarni, le 30 septembre dernier dans une déclaration à la presse à l'issue de la remise de ses lettres de créances au président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune.

La nouvelle ambassadrice avait exprimé à la même occasion la volonté de son pays de travailler avec l'Algérie dans divers domaines. À signaler que l'Inde est un important partenaire économique commercial de l'Algérie comme en témoignent les chiffres de ces dernières années.

2,1 milliards de dollars US d'échanges commerciaux

Selon les statistiques de l'ambassade de l'Inde en Algérie, le commerce bilatéral entre les deux pays a atteint un pic de 2,9 milliards

de dollars US en 2018 et a chuté drastiquement à 1,5 milliard de dollars US en 2021 en raison de l'impact de Covid-19 et des stratégies de restriction des importations de l'Algérie découlant de sa crise de change.

Le commerce a rebondi de 24 % en 2022 et a atteint 2,1 milliards de dollars US. Les exportations de l'Inde vers l'Algérie en 2022-23 se sont élevées à 613 millions de dollars US, qui ont encore augmenté pour atteindre 848,16 millions de dollars US en 2023-24, a précisé la même source. Les importations de l'Inde en 2022-23 se sont élevées à 1,5 milliard de dollars US et en 2023-24 à 885,54 millions de dollars US. Les exportations de l'Inde vers l'Algérie se composaient de riz, de produits pharmaceutiques, de polyéthylène téréphtalate, de granit et de viande désossée, etc. Les importations indiennes en provenance d'Algérie se composaient en grande partie d'huiles de pétrole, de GNL, de phosphates de calcium naturels, de méthanol saturé et d'urée.

Importante présence d'entreprises indiennes en Algérie

Des entreprises indiennes opèrent en Algérie dans les secteurs public et privé. Il s'agit de Shapoorji Pallonji International qui réalise divers travaux de construction pour le gouvernement algérien tels que des projets de logements, la construction d'hôpitaux, de

stades, etc. ; IRCON International Ltd. exécute un projet de chemin de fer pour la compagnie ferroviaire algérienne ANESRIF ; Dodsai Engineering and Construction FZE exécute un projet de construction de gazoduc pour la compagnie algérienne d'hydrocarbures Sonatrach ; et Larsen & Toubro Limited exécute également des projets d'hydrocarbures pour Sonatrach. Une autre filiale, Larsen and Toubro Transmission, exécute des projets de transport d'électricité pour la compagnie d'électricité algérienne Sonelgaz. Le 22 février 2022, Infosys Limited, une importante société indienne de technologie de l'information et un leader mondial des services et du conseil numériques de nouvelle génération et Intervalle Technologies, une société informatique algérienne avec plus de 13 ans d'expérience dans le secteur bancaire informatique, ont conclu un partenariat stratégique pour répondre aux besoins du secteur bancaire en Algérie. Il convient de rappeler aussi que les deux pays ont signé plusieurs accords bilatéraux tels que le protocole d'accord entre AIR et la Radio nationale algérienne signé en 2015, le protocole d'accord entre Doordarshan et la télévision nationale algérienne signé en 2015, l'accord de coopération spatiale signé entre (ISRO) Inde et (Agence spatiale algérienne) le 19 septembre 2018 à Bangalore et enfin l'accord d'exemption de visa pour les titulaires de passeports diplomatiques et officiels entré en vigueur le 1er octobre 2021. **M. K.**

Oran
La 21e édition
du "Bâti west
2024" du 23 au
27 octobre



Le Centre des conventions Mohammed-Benahmed d'Oran (CCO) abritera la 21ème édition du Salon international de l'immobilier, du bâtiment, de l'habitat et des travaux publics "Bâti west 2024", du 23 au 27 octobre, a-t-on appris, hier, des organisateurs. Ce Salon prévoit la participation de 100 exposants du pays et de l'étranger parmi les sociétés nationales et autres étrangères d'Espagne, Chine, Turquie et autres, en plus d'institutions bancaires spécialisées dans l'habitat et d'établissements du secteur de la formation et de l'enseignement professionnels. Ce rendez-vous économique, devenu une tradition annuelle à Oran, constitue un espace de rencontre et d'échange d'expériences entre professionnels du secteur de l'immobilier et de l'habitat, ainsi que pour mettre en place des partenariats avec des sociétés étrangères participantes. Pour rappel, plus de 40% des exposants sont des sociétés nouvellement créées, spécialisées dans la production de matériaux de construction, qui espèrent commercialiser leurs produits, notamment à l'Ouest et au Sud-ouest du pays, souligne-t-on. En marge de ce Salon, organisé cinq jours durant à l'initiative de l'agence "SP Events Compagny", des rencontres bilatérales seront tenues entre opérateurs économiques algériens et étrangers en vue d'encourager le partenariat et d'animer des communications sur le secteur de l'habitat, du logement et des énergies renouvelables en Algérie. Pour rappel, l'édition précédente a connu une affluence importante de visiteurs, notamment les professionnels, soit plus de 5.000 visiteurs qui se sont imprégnés des nouveautés en matières de matériaux de construction, les offres foncières, la signature de conventions entre des sociétés de production du ciment et des promoteurs immobiliers, en plus d'entreprendre des contacts commerciaux entre opérateurs économiques locaux et des sociétés nationales dans le domaine de l'immobilier et de l'habitat. **R. N.**

MARCHANDISES TRANSPORTÉES PAR TRAINS

La SNTF table sur 100 millions de tonnes par an d'ici 2040

Le volume de marchandises transportées par la Société nationale des transports ferroviaires (SNTF) devrait atteindre 100 million de tonnes par an à l'horizon 2040, a indiqué hier le directeur général adjoint de la société, Réda Laïb. "Avec la mise en exploitation des nouvelles mines de Gara Djibilet (Tindouf) et de Bled el Hadba (Tébessa), nous prévoyons un plan de charge de 100 millions de tonnes par an de marchandises à l'horizon 2040", a déclaré M. Laïb sur les ondes de la Radio algérienne. Après 10 ans de stagnation avec 4,5 millions de tonnes par an, les quantités de marchandises transportées par la SNTF ont connu une hausse sensible de l'ordre de 700.000 tonnes en 2023, pour atteindre 5,2 millions de tonnes. Pour l'exercice 2024, la société ambitionne d'atteindre 6 millions de



tonnes, selon le responsable soulignant que la SNTF est en

train de se préparer pour répondre favorablement et efficacement

aux besoins futurs. Par ailleurs, M. Laïb a invité les opéra-

teurs économiques désirant engager des relations commerciales avec leurs homologues tunisiens par voie ferroviaire à manifester leur intérêt auprès de la SNTF afin d'étudier la relance de la ligne de transport de marchandises entre les deux pays. À ce titre, un workshop sera organisé prochainement sous l'égide du ministère des Transports, regroupant toutes les parties prenantes. S'agissant des actes de malveillance, la SNTF est en train d'installer des systèmes de vidéo surveillance sur la totalité des voies ferrées de la banlieue algéroise (Affroune - Alger et Alger - Tizi Ouzou), qui connaît plus de 80% du trafic ferroviaire national en matière de voyageurs, et ce, dans l'objectif de limiter les agressions notamment les jets de pierres sur les trains, selon le même responsable.

JOURNÉE INTERNATIONALE DE LA FEMME RURALE

La gardienne des valeurs et du patrimoine

Depuis 2012, le 15 octobre est consacré à la Journée Internationale de la Femme Rurale, une initiative lancée par l'Organisation des Nations Unies (ONU) pour mettre en lumière la contribution essentielle des femmes vivant et travaillant dans les zones rurales à travers le monde.

Initialement connue sous le nom de Journée Internationale des Paysannes lors de sa création en 2008, cette journée met en avant le rôle incontournable de ces femmes dans les économies rurales, en particulier dans les pays en voie de développement. Le lancement de cette journée a été marqué par un discours fort de Ban Ki-moon, secrétaire général de l'ONU à l'époque, qui a souligné la nécessité d'autonomiser les femmes rurales pour lutter contre la faim et la pauvreté. « En privant les femmes de leurs droits et de possibilités, ce sont leurs enfants et leurs sociétés que nous privons d'un avenir meilleur », avait-il affirmé. Son message reste plus pertinent que jamais : l'autonomisation des femmes rurales est une des clés pour atteindre la sécurité alimentaire et améliorer les conditions de vie dans ces régions.

Les piliers de l'économie rurale

Dans les zones rurales, les femmes sont des piliers de la société. Elles participent activement à la production agricole, fournissent la nourriture pour leur famille et collectent l'eau et le combustible nécessaires au quotidien. En plus de ces tâches essentielles, elles prennent souvent en charge d'autres responsabilités vitales, comme l'éducation des enfants et le soin des malades ou des personnes âgées. Les femmes rurales sont également actrices du développement économique local. En plus de leur participation à l'agriculture, elles contribuent souvent à l'économie locale à travers des activités génératrices de revenus, telles que l'artisanat, la transformation des produits agricoles, ou le commerce de proximité. Leur rôle est multiple et fondamental pour assurer la stabilité économique et sociale de leurs communautés.

La femme algérienne rurale, une contribution cruciale et héroïque

L'histoire de la guerre d'indépendance (1954-1962) ne peut être pleinement comprise sans rendre hommage au rôle déterminant des femmes, en particulier celles des zones rurales, dans la lutte contre la colonisation française. Souvent méconnues ou invisibilisées, les femmes rurales ont joué un rôle aussi crucial que courageux. À travers leurs actions diverses et risquées, ces femmes ont participé activement à la libération de leur pays, non seulement en tant que mères, épouses et sœurs, mais aussi en tant que combattantes, soutien logistique et propagandistes. Dans les zones rurales, les femmes algériennes ont toujours été des piliers de la famille et de la société. Avant même le début de la guerre d'indépendance, elles étaient déjà responsables de la gestion du foyer, des tra-



vaux agricoles, et de la transmission des valeurs et traditions ancestrales. Ces femmes vivaient dans des conditions souvent précaires, confrontées à une vie de labeur, sous la pression des politiques coloniales qui marginalisaient les communautés rurales. Avec le déclenchement de la guerre, ce rôle s'est considérablement élargi. Les femmes rurales, tout en continuant à s'occuper des tâches quotidiennes essentielles à la survie de leurs familles, sont devenues des actrices clés dans la lutte pour l'indépendance.

De la logistique à l'action armée

Les femmes rurales algériennes ont participé à la guerre de libération à plusieurs niveaux. Elles ont pris part à la logistique, un aspect fondamental pour le Front de Libération Nationale (FLN) et l'Armée de Libération Nationale (ALN). Dans les zones rurales, souvent difficiles d'accès pour les autorités coloniales, elles ont facilité le ravitaillement des combattants en nourriture, en vêtements et en médicaments. Leur connaissance du terrain et leur discrétion ont permis de transporter des armes et des munitions, parfois cachées sous leurs vêtements ou dans leurs paniers de récolte. Elles étaient également impliquées dans la diffusion des messages et des tracts du FLN. En effet, elles étaient souvent chargées de transmettre des informations cruciales entre les différentes cellules de résistance. Leur position dans les villages, perçue par les colons comme inoffensive, leur permettait de jouer ce rôle sans éveiller les soupçons. Par ailleurs, un grand nombre de femmes rurales ont pris part à l'action

armée. Dans les maquis, certaines d'entre elles ont rejoint les rangs des combattants, maniant les armes au même titre que les hommes. Si leur participation en tant que combattantes a été moins documentée que celle des hommes, elle n'en est pas moins héroïque. Ces femmes courageuses ont risqué leur vie pour la cause de l'indépendance. L'un des rôles les plus significatifs des femmes rurales dans la lutte pour l'indépendance résidait dans leur capacité à organiser des réseaux de soutien au sein de leurs communautés. Elles ont souvent agi en tant que médiatrices entre les maquisards et les civils, encourageant la population à apporter son aide matérielle et morale à la cause. En tant que gardiennes de la culture et des traditions, les femmes rurales ont également joué un rôle important dans la préservation de l'identité algérienne. Elles ont enseigné aux jeunes générations l'histoire du pays, les valeurs de résistance et d'indépendance, assurant ainsi la continuité du combat pour la liberté au-delà des générations. L'un des rôles les plus significatifs des femmes rurales dans la lutte pour l'indépendance résidait dans leur capacité à organiser des réseaux de soutien au sein de leurs communautés. Elles ont souvent agi en tant que médiatrices entre les maquisards et les civils, encourageant la population à apporter son aide matérielle et morale à la cause. En tant que gardiennes de la culture et des traditions, les femmes rurales ont également joué un rôle important dans la préservation de l'identité algérienne. Elles ont enseigné aux jeunes générations l'histoire du pays, les valeurs de résistance et d'indépendance, assurant ainsi la continuité du

combat pour la liberté au-delà des générations.

Souffrances et sacrifices

La guerre d'indépendance algérienne a eu un coût humain terrible, et les femmes rurales ont payé un lourd tribut. Elles ont non seulement enduré la perte de leurs maris, frères et fils partis rejoindre les rangs de la résistance, mais elles ont également été soumises à des répressions brutales de la part des autorités coloniales. Les femmes des campagnes étaient souvent ciblées par les forces coloniales, soupçonnées de soutenir les combattants du FLN. Beaucoup d'entre elles ont été arrêtées, emprisonnées, torturées ou même violées. Dans certains cas, les villages entiers étaient brûlés ou déplacés, provoquant une désintégration de la structure familiale et sociale. Malgré ces atrocités, les femmes rurales ont persévéré dans leur engagement pour l'indépendance, refusant de céder face à la terreur coloniale. Malgré leur contribution héroïque à la libération du pays, les femmes rurales algériennes n'ont pas toujours reçu la reconnaissance qu'elles méritaient après l'indépendance. La société post-coloniale algérienne, en particulier dans les zones rurales, est restée marquée par des traditions patriarcales, qui ont souvent relégué les femmes au second plan. Toutefois, leur engagement durant la guerre a marqué un tournant dans l'histoire du rôle des femmes en Algérie. Si les avancées en matière de droits des femmes sont restées lentes, la participation des femmes à la guerre d'indépendance a semé les graines d'une plus grande émancipation féminine dans les décennies à venir. Cependant,

on ne peut nier le rôle des femmes rurales algériennes dans la guerre d'indépendance. Car c'est un exemple poignant de courage, de résilience et de dévouement. Malgré les conditions difficiles, ces femmes ont pris une part active et déterminante dans la lutte pour la liberté, qu'il s'agisse de combattre directement, d'assurer la logistique, ou de maintenir la cohésion sociale et morale de leurs communautés. En tant que piliers de la société rurale, elles ont apporté une contribution inestimable à la libération de l'Algérie. Leurs actions méritent d'être reconnues et célébrées, car elles témoignent du rôle indispensable des femmes dans l'histoire et dans la construction d'un avenir plus juste et équitable pour leur pays.

R.S



FESTIVAL INTERNATIONAL DU THÉÂTRE DE BEJAÏA

Un rendez-vous magique pour les enfants avec "Le bossu de Notre-Dame"

Lors du Festival international du théâtre de Bejaïa, l'édition de cette année a une fois de plus pensé aux enfants, en leur offrant des spectacles spécialement conçus pour eux.

Vendredi dernier, à la Maison de la culture Taos-Amrouche, les jeunes spectateurs ont été invités à découvrir une adaptation théâtrale du célèbre roman de Victor Hugo, *Le bossu de Notre-Dame*. Présentée par la troupe du Théâtre régional de Constantine (TRC), cette pièce a su captiver le jeune public en alliant humour, couleurs vives et une histoire aux valeurs universelles, tout en adoucissant les éléments les plus sombres du roman. La représentation, destinée aux enfants, s'est démarquée par sa simplification de l'œuvre originale. Si le roman de Victor Hugo est reconnu pour ses dimensions tragiques et ses réflexions sur l'injustice sociale, l'adaptation de la troupe constantinoise a privilégié une approche plus légère et ludique. Cette version a ainsi élagué les passages dramatiques pour privilégier des scènes plus drôles et joyeuses, adaptées aux attentes et à la sensibilité des enfants. Le décor était simple mais évocateur, simulant le paysage d'une ville avec des immeubles, des rues et des espaces de vie. Huit comédiens, dont trois femmes, ont donné vie à des personnages hauts en couleur : le maire de la ville, perché sur des échasses pour accentuer



son statut de personnage important, le chef de la police et ses adjoints, des artistes de rue gitans vêtus de robes bariolées, et bien sûr, les protagonistes incontournables, Quasimodo et Esmeralda. Le cœur de l'histoire reste inchangé : la rencontre entre Esmeralda, la jeune gitane au grand cœur, et Quasimodo, le bossu au physique atypique

mais à l'âme noble. Pourtant, la version présentée aux enfants s'écarte du final tragique du roman. Ici, tout finit bien pour les personnages, offrant au jeune public une conclusion heureuse et optimiste. Ce choix est pertinent pour un public enfantin, car il renforce des valeurs positives telles que l'amitié, la solidarité et la bienveillance, tout en préser-

vant le charme du conte.

Une expérience immersive pour les enfants

Au-delà de l'histoire elle-même, la troupe du TRC a su créer une expérience immersive pour les enfants grâce à une mise en scène dynamique. Le jeu des

comédiens, tout en mouvement, a été agrémenté de scènes burlesques et de comptines entraînantes. Cette ambiance légère et féérique a conquis le public, qui n'a cessé d'interagir avec les acteurs tout au long de la représentation.

Un théâtre qui sait parler aux jeunes

Cette initiative du Festival international du théâtre de Bejaïa démontre une belle sensibilité à l'égard de son jeune public. En offrant des spectacles qui leur sont dédiés, le festival montre l'importance d'initier les enfants à la culture et à l'art dès le plus jeune âge. La troupe du Théâtre régional de Constantine a su allier la magie du théâtre à une adaptation intelligemment pensée pour captiver les jeunes esprits, en leur offrant une histoire riche en émotions et en couleurs. Cette représentation du *Bossu de Notre-Dame* restera sans doute gravée dans les mémoires de ces jeunes spectateurs, heureux d'avoir participé à un moment théâtral où le plaisir et la découverte étaient au rendez-vous. Le festival continue ainsi de contribuer à l'éveil culturel des plus jeunes, tout en leur offrant un espace de rêve et d'imagination. **R.C**

A LIRE, "LE MÉDECIN DE CORDOUE" D'HERBERT LE PORRIER L'âge d'or de l'Andalousie musulmane

Herbert Le Porrier, dans son roman «Le médecin de Cordoue», nous transporte au cœur de l'Andalousie médiévale, une époque où la science, la philosophie et la religion s'entremêlent dans un contexte de grande effervescence culturelle et politique. Ce livre nous plonge dans la vie d'Averroès, célèbre philosophe et médecin andalou du XIIe siècle, également connu sous son nom arabe, Ibn Rushd. Le roman dépeint une époque charnière de l'histoire, où la ville de Cordoue, sous domination musulmane, est un véritable centre de savoir. Les érudits y affluent, et la science arabe y atteint son apogée, en particulier dans les domaines de la médecine, de l'astronomie et de la philosophie. Cependant, cette époque est également marquée par des tensions religieuses entre musulmans, juifs et chrétiens, qui cohabitent tant bien que mal dans une Andalousie où les conflits idéologiques sont omniprésents. Herbert Le Porrier s'appuie sur une documentation solide pour décrire cet âge d'or de la civilisation islamique en Espagne. Son écriture fluide et vivante restitue à merveille l'atmosphère de cette époque, avec ses ruelles poussiéreuses, ses palais somptueux, et ses écoles où se transmettent les connaissances des Grecs, préservées et enrichies par les savants arabes. Le personnage central du roman, Averroès, est présenté comme un homme de science en quête de vérité, tiraillé entre son amour pour la connaissance et les pressions religieuses de son époque. C'est un personnage complexe, à la fois médecin, juriste et philosophe, qui incarne l'esprit rationaliste. Le Porrier le dépeint comme un esprit éclairé, en quête de réconciliation entre foi et raison. Averroès est surtout connu pour ses commentaires sur Aristote, qu'il cherche à concilier avec les ensei-



gnements de l'Islam. Il devient ainsi une figure clé du rationalisme médiéval, dont l'influence s'étendra bien au-delà de son époque, jusqu'à la Renaissance européenne. Mais cette quête de la vérité le mettra en conflit avec les autorités religieuses de son temps, qui voient d'un mauvais œil ses tentatives de rationalisation des dogmes religieux. Un des thèmes centraux du livre est la médecine, considérée à la fois comme un art et une science au service de l'humanité. Averroès, en tant que médecin, est présenté comme un homme profondément humaniste, soucieux du bien-être de ses patients, indépendamment de leur foi ou de leur origine. Ce respect pour la vie humaine et cette éthique médicale se heurtent parfois aux croyances et superstitions de l'époque. «Le médecin de Cordoue» est bien plus qu'un roman historique. Il est une réflexion

sur la quête de la vérité, sur la tension entre raison et foi, et sur l'importance du dialogue entre les cultures. Herbert Le Porrier souligne, à travers son récit, l'importance de la transmission des savoirs et le rôle fondamental que joue la médecine dans l'évolution des civilisations. Avec «Le médecin de Cordoue», Herbert Le Porrier nous livre un récit puissant et éclairant, qui nous fait revivre l'âge d'or de l'Andalousie musulmane, tout en nous invitant à réfléchir sur des questions universelles et intemporelles. Ce roman, riche en détails historiques et en réflexions philosophiques, est un hommage à ceux qui, comme Averroès, ont su se tenir au carrefour des cultures et des savoirs, faisant avancer l'humanité malgré les obstacles. C'est une lecture incontournable pour les amateurs d'histoire, de philosophie, et de récits empreints d'humanisme. **R.C**

Box-office mondial en 2024 Aucun film original dans le top 10

Depuis des années, on entend les studios mettre en avant leurs "IP", comprennent les Propriétés Intellectuelles dont ils détiennent les droits pour faire des films. Ces fameuses licences qui permettent d'attirer un maximum de public sans prendre trop de risque avec des personnages ou des histoires inconnues. Le box-office 2024 reflète de manière spectaculaire cette tendance hollywoodienne de plus en plus prégnante. Le classement mondial de l'année est totalement dominé par des suites ! Le top 10, dans son intégralité, est composé de blockbusters issus de franchises préexistantes. Du N°1 *Vice-versa 2* à *Twisters* (plus un reboot qu'une suite, mais quand même...), en passant par *Deadpool & Wolverine* ou *Moi, moche et méchant 4* ou *Dune 2* ou *Kung Fu Panda 4* ou *Bad Boys 3* ou *Beetlejuice 2* etc. Même le numéro 11 de ce box-office global (*Alien: Romulus*) est une suite et il faut aller voir en 12e place pour trouver trace d'un film original, avec *Jamais Plus - It Ends with Us*. Bien entendu, le phénomène n'est pas nouveau. Le box-office 2022 était par exemple déjà totalement dominé par des suites, avec *Avatar 2*, *Top Gun 2*, *Jurassic World 3*, *Doctor Strange 2*, *Les Minions 2* ou *Black Panther 2*. L'an dernier, si *Barbie* et *Super Mario* étaient bien dans le top 3 du box-office 2023, aussi basés sur des licences, il s'agissait quand même, d'une certaine manière, de films originaux. Comme *Oppenheimer* - basé sur un livre de 2006 - mais d'après la vision d'un cinéaste, Christopher Nolan.



POUR ENCOURAGER LES CITOYENS A DEVENIR PROPRIÉTAIRES

Un coup de pouce aux bénéficiaires des logements AADL

Le programme de logements en Algérie, en particulier la formule de vente par location (AADL) reste une priorité centrale pour les pouvoirs publics .

Dans la continuité des efforts pour répondre aux besoins croissants en matière de logement, le gouvernement, à travers la loi de finances pour l'année 2025, renforce son engagement en proposant des mesures incitatives destinées à soutenir les bénéficiaires tout en maintenant un rythme soutenu dans la réalisation des unités résidentielles. L'une des principales mesures annoncées dans le cadre de la loi de finances pour 2025 est la réduction de 10 % accordée aux bénéficiaires des programmes AADL 3 qui ont déjà payé 38 % du prix de leur logement et souhaitent s'acquitter du montant restant en une seule fois. Ce geste, qui sera calculé sur la base du solde restant, constitue une aide substantielle, incitant les acquéreurs à finaliser rapidement le paiement de leurs logements. Cette réduction montre clairement l'intention du gouvernement d'encourager les citoyens à devenir propriétaires de leur logement de manière plus rapide, tout en allégeant la charge financière pour ceux qui sont en mesure de régler le solde en un seul paiement. Cela s'inscrit dans une dynamique où l'État cherche à fluidifier les processus d'acquisition tout en stimulant la cadence des livraisons des projets en cours. Le gouvernement ne se limite pas à offrir des réductions directes, mais il met également en place des mécanismes de soutien financier pour rendre l'accession à la propriété plus accessible. Ainsi, dans le cadre des projets de logements réalisés en location-vente, la loi de finances 2025 prévoit que le Trésor public prendra en charge les frais d'intérêts durant la période de



report, ce qui signifie une nette diminution du fardeau financier pour les bénéficiaires. De plus, une réduction du taux d'intérêt des prêts accordés par les banques publiques est prévue, pouvant aller jusqu'à 100 %. Cela signifie que les futurs acquéreurs de logements AADL ne seront pas contraints de supporter les charges liées aux taux d'intérêt bancaires pour leurs prêts, une initiative qui facilite grandement l'accès à la propriété dans un contexte économique où l'inflation et les pressions financières pèsent sur les ménages.

Accélérer la réalisation des logements

Cette série de mesures démontre une volonté claire de la part des pouvoirs publics de maintenir une bonne cadence dans la réalisation des projets de logements. Pour l'année 2025, le gouvernement projette la réalisation de 135 000 unités résidentielles sous le régime de la location-vente, une ambition qui souligne l'importance cruciale du secteur du logement dans les priorités de l'État. Les retards accumulés dans certains projets par le passé ont souvent suscité des

critiques, mais il est clair que les autorités mettent tout en œuvre pour surmonter ces obstacles. En associant des incitations financières pour les citoyens et en renforçant le soutien aux promoteurs, l'État espère non seulement finaliser les projets en cours mais également améliorer la qualité et la rapidité de livraison des nouvelles unités.

Un plan ambitieux pour répondre à la demande croissante

La pression démographique, parti-

culièrement dans les zones urbaines, rend la réalisation de logements une urgence nationale. Les pouvoirs publics ont compris que des mesures incitatives et une simplification des procédures sont nécessaires pour répondre à la forte demande. À travers ces nouvelles mesures incluses dans la loi de finances 2025, le gouvernement algérien s'efforce de rendre plus abordable l'acquisition d'un logement tout en accélérant les rythmes de construction. Le programme AADL, qui vise principalement la classe moyenne, reste un pilier de la politique de l'habitat en Algérie. En soutenant financièrement les bénéficiaires tout en encourageant les banques à faciliter l'accès au crédit immobilier, l'État souhaite réduire les temps d'attente pour les acquéreurs tout en augmentant la disponibilité des unités résidentielles. On peut dire que la loi de finances 2025 reflète la volonté continue des autorités algériennes de soutenir le secteur de l'habitat, et plus particulièrement les programmes de vente par location comme AADL. En accordant des réductions significatives aux bénéficiaires, en prenant en charge les intérêts des prêts et en fixant des objectifs ambitieux pour la construction de logements, les pouvoirs publics montrent leur détermination à améliorer les conditions de vie des Algériens et à résoudre la crise du logement. Cette approche proactive est un signal fort pour les bénéficiaires du programme AADL et pour l'ensemble du secteur de l'immobilier. Elle témoigne d'une politique volontariste, visant à offrir un cadre de vie décent à des millions d'Algériens tout en soutenant l'économie nationale par la relance des grands projets de construction.

R.E

LE FMI RÉVISE SES CONDITIONS D'EMPRUNT

L'Ukraine et d'autres gros emprunteurs concernés

Le Fonds monétaire international (FMI) a annoncé vendredi avoir révisé ses conditions d'emprunt pour les pays concernés par d'importants programmes d'aide comme l'Ukraine ou l'Argentine afin de réduire les coûts supportés par ces pays. Les nouvelles règles permettront de réduire le nombre de pays payant des frais supplémentaires d'une vingtaine à 13, et entraîneront une économie, pour l'ensemble des pays jusqu'ici concernés, de 1,2 milliard de dollars par an, a précisé l'institution économique, soit une baisse de 36% des intérêts jusqu'ici appliqués. «Dans un contexte mondial compliqué, nos membres ont réussi à trouver un consensus afin de réduire fortement le coût d'emprunt, tout en maintenant les capacités de financement du FMI afin de venir en aide aux pays qui en ont besoin», s'est félicitée la directrice générale du FMI, Kristalina Georgieva, citée dans le communiqué. La patronne du Fonds rappelle cependant que «les charges restent un élément essentiel de la capacité de prêt du FMI (...), cela fournit des fondations financières solides permettant au Fonds d'élargir sa balance de paiements afin de proposer des conditions avantageuses aux membres qui en ont besoin». Les nouvelles conditions impliquent un seuil de déclenchement des surcoûts d'emprunt nettement relevé. Ce dernier se situe désormais à un total d'emprunt équivalent, pour un pays, à 300% de son quota au FMI, qui permet de déterminer le niveau théoriquement disponible pour chaque État. Elles réduisent également le surcoût appliqué lorsqu'un programme dépasse la durée théoriquement prévue. La question



du surcoût appliqué aux pays les plus endettés a fait l'objet de vives discussions depuis leur mise en place, en 1997, et tout particulièrement depuis la dernière mise à jour des conditions, qui avaient été abaissées en 2016, augmentant les coûts d'emprunt pour plusieurs pays. Des pays comme l'Argentine ou l'Ukraine, qui sont concernés par les plus importants programmes en cours du FMI, ont aujourd'hui un niveau d'emprunt équivalant respectivement

à 1073% et 449% de leur quota, selon les données publiées par le Centre de recherche sur l'économie et la politique (CEPR). Selon les calculs de ses chercheurs, les surcoûts représentent en moyenne 40% des charges d'intérêts des pays concernés et au maximum 43% pour un pays comme le Pakistan. Pour l'Ukraine, la surcharge représente plusieurs centaines de millions de dollars de frais supplémentaires à rembourser au FMI.

L'Égypte

Le gouvernement prolonge l'interdiction de l'exportation du sucre



Le gouvernement égyptien a renouvelé l'interdiction d'exporter le sucre à partir du 7 octobre pendant 6 mois, selon Al-Sharq Bloomberg, mercredi 9 octobre. C'est la sixième fois que le gouvernement décide d'interdire l'exportation du sucre. La première décision a été prise en mars 2023 pendant 3 mois, puis renouvelée 5 fois pour des périodes de 3 à 6 mois, dont la dernière a été prise il y a 2 jours. Les Égyptiens consomment environ 3,2 millions de tonnes de sucre par an, dont près de 15 % sont importées. 16 grandes sociétés, dont 8 sociétés gouvernementales, ont produit environ 2,8 millions de tonnes de sucre en 2023, que ce soit à partir de la canne à sucre ou de la betterave, selon le ministère de l'Approvisionnement. Pour rappel, les Égyptiens consomment environ 3,2 millions de tonnes de sucre par an, dont près de 15 % sont importées.

"OCTOBRE ROSE" À KHENCHELA

Dépistage gratuits des cancers du sein et du col de l'utérus

Une campagne de sensibilisation et de dépistage précoce des cancers du sein et du col de l'utérus chez les femmes a été lancée, à Khenchela, à l'occasion du mois "Octobre rose", à l'initiative du club "Mazal el kheir fi bladna", de l'établissement hospitalier spécialisé Belkacem-Sahli et de l'association des donneurs de sang de la wilaya.

La campagne, organisée à l'Office des établissements de jeunesse (ODEJ) sous le slogan "Le rose est la couleur de la force et les femmes sont le symbole de la lutte", a donné lieu à des conférences, des conseils et des orientations quant à l'importance du dépistage précoce, ainsi qu'à des consultations gratuites et à une opération de don de sang. Younes Halimi, président du club "Mazal el kheir fi bladna", a souligné que cette opération, qui se poursuivra jusqu'à la fin du mois en cours, s'inscrit dans le cadre d'une vaste campagne organisée par le club à l'occasion du mois "Octobre rose" pour le dépistage précoce du cancer du sein, qui est l'un des cancers les plus fréquents chez la femme.

Il a ajouté que l'occasion a également donné lieu à la distribution de brochures et de dépliants mettant en exergue l'efficacité du dépistage précoce dans l'amélioration du taux de guérison et la réduction de la mortalité.

De son côté, Yasmina Boussehaba, sage-femme à l'EHS Belkacem-Sahli, a souligné que cette initiative vise à "cibler le plus grand nombre de femmes, notamment celles qui n'ont pas subi de dépistage et ce, dans le cadre de la mise en œuvre des programmes de santé de proximité et de rapprochement des structures de santé du citoyen". Le Dr Khaoula Lechkhab, médecin nutritionniste à l'hôpital Ahmed-Ben Bella de Khenchela, avait auparavant souligné "l'importance d'un régime alimentaire sain et équilibré" dans la



prévention du cancer, et noté qu'un régime basé, notamment, sur les légumes, les fruits et les céréales complètes, a prouvé son efficacité dans la prévention des cancers du sein et du col de l'utérus. Elle a appelé les femmes, en particulier celles dont des membres de la famille souffrent

de maladies chroniques et de cancers, à adopter un mode de vie sain et à s'éloigner des sources de stress, tout en se soumettant régulièrement à des examens de contrôle en vue d'une détection précoce de cette maladie et de la préservation de leur santé.

Médéa Près de 6 milliards DA pour l'amélioration urbaine

Près de 6 milliards DA ont été alloués à Médéa pour la mise en œuvre de projets d'amélioration urbaine, d'aménagement de nouveaux sites d'habitation et de parcelles sociales pour les exercices 2023 et 2024, selon des informations obtenues auprès de la direction de l'urbanisme, de l'architecture et de la construction (Duac).

Au total, 119 sites répartis dans les communes de Médéa sont concernés par ces initiatives, dont certaines sont déjà achevées tandis que d'autres sont en cours de réalisation, a précisé Rachid Seghir, le directeur de l'urbanisme. Pour les années 2023 et 2024, une enveloppe de neuf cent millions DA a été dédiée aux travaux d'amélioration urbaine, déjà réalisés ou en cours, sur 27 sites situés dans diverses agglomérations de la wilaya. De plus, une somme de 2,5 milliards DA a été affectée à l'aménagement de sites destinés à des logements publics, de types publics locatifs, location-vente, promotionnels aidés et sociaux participatifs, répartis sur 45 sites.

Un montant équivalent a également été débouqué pour l'aménagement de 47 lots sociaux, comprenant 2.692 parcelles sociales situées dans douze communes du sud et sud-est de la wilaya, avec des travaux qui avancent à un rythme soutenu, a conclu le responsable.

Blida Les lauréats du concours du meilleur commerçant honorés

Inculquer l'esprit de compétitivité entre les commerçants pour améliorer sans cesse la qualité des produits, telle est la nouvelle politique du ministère du Commerce et de la Promotion des exportations, qui ne veut plus être uniquement présenté comme un outil de lutte contre la fraude et de la répression commerciale, mais une institution qui participe au développement du secteur à travers l'encouragement et la distinction des meilleurs commerçants. L'exemple est venu de la wilaya de Blida, où les résultats du concours du meilleur commerçant de la wilaya pour la saison 2024-2025 vient d'être connus après un travail de contrôle et des sorties inopinées sur terrain effectuées depuis la fin du mois d'août 2024. Dernièrement, le comité de la wilaya, chargé d'évaluer les activités des commerçants participant au concours de la meilleure activité commerciale pour la saison 2024/25, a organisé une cérémonie pour honorer les meilleurs commerçants dans le domaine de la restauration collective et de la confiserie. C'est l'établissement de Mohamed Boukhari, de la commune de Boufari, qui a remporté la 1^{ère} place dans le domaine de la pâtisserie et des confiseries, suivi de Yassr Boukara de la commune de Bouinan à la deuxième place. Quant au domaine de la restauration collective (fast-food), c'est Mohamed Touati de la commune d'Ouled Yaichdu quartier Fattal qui obtenu la 1^{ère} place. À cette occasion, le comité a honoré les lauréats de ce concours en remettant des certificats de remerciements et d'appréciation portant le nom du commerçant distingué, dans le but de donner l'exemple aux autres commerçants et de créer une atmosphère de compétition entre eux. La direction du commerce de la wilaya de Blida lance un appel aux commerçants activant dans les domaines de la boucherie, boulangerie, grands et petits espaces commerciaux et cafés, souhaitant participer au prochain concours de 2025-2026, de s'inscrire auprès de ses services.

MOSTAGANEM

Réhabilitation des anciennes bâtisses au centre-ville

Le centre-ville de Mostaganem a bénéficié d'une vaste opération ciblant l'aménagement et la réhabilitation de bâtisses anciennes, a-t-on appris de la directrice de wilaya de l'Urbanisme, de l'architecture et de la Construction, Hamza Hakima.

Mme Hamza a déclaré à l'APS que cette opération intervient dans le sillage de deux projets visant la restauration de la mosquée "Badr" à caractère historique et archéologique, ainsi que la place publique mitoyenne et la bâtisse abritant le complexe culturel de la commune composée d'une bibliothèque, d'un musée et d'une salle de spectacles.

La première phase de cette opération cible le "proche périmètre des deux projets, appelé localement "Les Arcades", qui est connu pour sa très forte mobilité de piétons et de voitures. La seconde phase vise, quant à elle, le reste des bâtisses, dont la date de construction remonte à la période coloniale, a-t-elle fait savoir, précisant que ce projet d'urgence a nécessité la mobilisation d'une allocation budgétaire évaluée à 50 millions de dinars.

S'agissant du chantier relatif à l'aménagement



de la mosquée "Badr", la responsable locale a indiqué que le taux d'avancement des travaux a atteint à ce jour 85%, relevant que les actions qui y sont menées actuellement portent sur le confortement de la toiture de la salle des prières, conformément aux recommandations émises par le Centre de contrôle technique (CTC).

Mme Hamza a fait observer, par ailleurs que, parallèlement à ces actions, le centre-ville de Mostaganem bénéficiera d'une autre opération devant porter sur l'aménagement des voies de circulation, la réhabilitation des trottoirs et l'éclairage public au niveau de plusieurs axes routiers.

L'opération en question, dotée d'une enveloppe financière de 40 millions de dinars, s'inscrit dans le cadre d'un vaste programme d'aménagement et d'amélioration urbains ayant ciblé plusieurs cités et sites de la capitale du Dahra, à l'instar du quartier "Salaman-dre" des cités des "72 logements", "Djebli Mohamed" et "El-Bahr", pour une enveloppe budgétaire cumulée évaluée à pas moins de 400 millions de dinars.

Il convient de souligner qu'outre les routes et les trottoirs, un grand nombre de places et de jardins publics ont fait l'objet d'aménagement, avant de confier leur gestion à des entreprises publiques afin de les protéger contre les risques de dégradation et pour en faire des lieux de détente et de loisirs au profit des familles de la région.

LUTTE CONTRE LE PALUDISME ET LA DIPHTÉRIE

Des équipes médicales d'Oran en renfort à Ain Guezzam

Une première équipe médicale de la wilaya d'Oran s'est rendue, à la wilaya d'Ain Guezzam, en renfort, pour participer à la campagne de lutte contre le paludisme et la diphtérie, a-t-on appris, du directeur local de la Santé et de la Population, Hadj Boutaouaf.

M. Boutaouaf a indiqué, dans une déclaration à l'APS, que cette opération s'inscrit dans le cadre de la solidarité avec cette région, qui a enregistré des cas de paludisme et de diphtérie importés de la frontière sud, afin d'éviter leur propagation, soulignant que le ministre de la Santé, Abdelhak Saïhi, a donné des instructions pour envoyer des équipes médicales, chaque semaine, jusqu'au contrôle complet de la situation.

Le même responsable a ajouté que la première délégation, composée de 7 médecins et d'un paramédical, s'est rendue à Tin Zaouatine, à Ain Guezzam, où ils séjournent pendant une semaine, afin de partici-

per à la campagne de vaccination contre le paludisme et la diphtérie, ainsi que la prise en charge des cas enregistrés, qui sera remplacée, périodiquement, par d'autres équipes. Il y a lieu de rappeler que le ministère de la Santé a envoyé d'importantes quantités de vaccins, de sérums et de matériel médical (21.000 doses de vaccin et 330 doses de sérums antidiphtériques), au cours de la semaine passée aux wilayas du Sud, qui ont enregistré des cas de paludisme et de diphtérie, afin d'assurer une prise en charge optimale des patients. Ces opérations interviennent conformément aux conclusions du Conseil des ministres du 6 octobre et en application des instructions du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, concernant le renforcement des structures de santé au niveau des wilayas du Sud ayant enregistré des cas de diphtérie et de paludisme importés.



SAHARA OCCIDENTAL

Les illusions du Maroc volent en éclats

Le Maroc nous a longtemps rompu les oreilles avec la thèse du dossier clos quand il s'agit du Sahara Occidental, prétendant ou s'illusionnant avoir réalisé tous ses objectifs et visées pour convaincre la Communauté internationale d'accepter la politique du fait accompli colonial.

Cependant, et pas plus tard qu'hier voilà que le Roi du Maroc consacre l'intégralité de son discours, prononcé à l'occasion de l'ouverture de la session d'automne du Parlement, à la question du Sahara Occidental, lui qui n'avait pas pour habitude d'évoquer ce dossier précisément à cette occasion généralement consacrée à l'examen des dossiers internes se rapportant au quotidien du peuple marocain opprimé. Qu'est-il donc arrivé pour que le souverain marocain déroge à la tradition en consacrant l'intégralité du discours royal destiné au Parlement à la question du Sahara Occidental? Ce qui vient de se passer est inhabituel, c'est même un fait très inédit. Les décisions adoptées par la Cour de justice de l'Union européenne (CJUE) ne sont un événement éphémère qui sera oublié après quelques jours ou quelques mois, mais il s'agit d'un événement historique qui aura un avant et un après: l'avant de cet événement historique la frénésie du Maroc ou plutôt sa fantaisie d'avoir réussi à clore le dossier du Sahara Occidental et à mobiliser le soutien international nécessaire pour réaliser ses desseins avec l'occupation des territoires du Sahara Occidental. L'après cet événement historique, est que le Maroc a pris conscience d'une réalité évidente que toutes ses manœuvres et ses tentatives n'étaient qu'une tempête dans une coupe et qu'elles n'ont fait que jeter de la poudre aux yeux des Marocains qui ont fini par se rendre compte que le Sahara n'est pas marocain comme veut le faire croire le Makhzen. En effet, les décisions de la CJUE affirment que le Sahara Occidental est un territoire distinct et séparé des territoires marocains, et que le Front Polisario est le seul représentant légitime du peuple sahraoui. A noter que le fait que la plus haute instance juridique européenne traite avec autant de sérieux et de rigueur une question qui lui a été soumise, à la base par le Front Polisario, est en soi une reconnaissance claire et directe du statut juridique international de ce dernier, en dépit des allégations du Maroc et de ses tentatives récurrentes de dévaloriser l'unique représentant légal du peuple sahraoui. Comme l'a affirmé la CJUE, dans ce contexte, le peuple sahraoui demeurera maître de ses territoires et des richesses naturelles dont ces derniers regorgent, d'autant que l'exploitation de ces richesses restera nulle et illégitime tant que le peuple sahraoui n'aura pas été consulté et que l'avis de son seul et unique représentant, à savoir le Front Polisario, n'aura pas été pris en compte. Ces mêmes faits avaient déjà été confirmés par la Cour internationale de justice (CIJ) il y a cinquante ans, autrement dit, les choses n'ont pas changé ne serait-ce que d'un iota au cours des cinq dernières décennies, malgré toutes les tentatives et manœuvres du Maroc visant à consacrer son occupation du Sahara occidental. Cinquante ans plus tard, la CJUE rejoint la CIJ sur les mêmes faits historiques qui n'ont pas été impactés par les longues années écoulées et qui reposent sur trois piliers, à savoir : le Sahara occidental est occupé, le Maroc n'a aucune souveraineté sur ce territoire, et enfin, ce territoire est habité par un peuple totalement distinct du peuple marocain. Ces faits ont été un véritable coup de tonnerre ayant frappé le Makhzen, qui, jusqu'à ce jour, ne sait pas comment s'y



prendre. Suite aux déclarations du ministre des Affaires étrangères, Nasser Bourita, qui a tenté de minimiser l'importance de ces arrêts en les qualifiant de non-événement et en affirmant que le Maroc n'était guère concerné, voilà que le roi du Maroc s'adresse à son peuple dans un discours qui tire la sonnette d'alarme, appelant les Marocains à faire preuve de vigilance face à un danger qui plane sur le dossier du Sahara occidental. Ce dernier ne parvient à trouver du réconfort que dans la lettre du Président Macron, qui lui a reconnu la prétendue souveraineté marocaine sur les territoires du Sahara occidental, reproduisant un scénario similaire qui a récemment eu lieu, celui du Tweet de l'ancien président américain, Donald Trump, qui lui avait, lui aussi, reconnu cette même prétendue souveraineté, une reconnaissance à laquelle la nouvelle administration américaine a vite renoncé. Sous le choc des retombées des arrêts de la CJUE, le Maroc n'a pas tardé à faire le tour de tous les pays européens, mendiant tant bien que mal un soutien à sa cause, il a même essayé de promouvoir les déclarations émises par nombre de ces pays, les interprétant à sa guise comme rejet catégorique des arrêts de la CJUE. En fait, lorsque l'on passe au peigne fin ces déclarations, on réalise qu'il est impossible de les mettre toutes dans le même panier, il faut distinguer la position de la Commission européenne de celles de la France et de l'Espagne et des autres pays européens. La Commission européenne a pris acte des trois décisions, s'appuyant sur le principe du "pacta sunt servanda", tandis que les communiqués de la France et de l'Espagne étaient en cohérence avec leur parti pris pour le Maroc. Les déclarations des autres pays européens ont salué le partenariat euro-marocain sans aucune explication. Dans ce cadre, une source bien informée au ministère des Affaires étrangères nous a affirmé que les ambassadeurs de ces Etats européens ont tous été reçus au siège du ministère, où il leur a été demandé de fournir des

ex- pli- cations sur les communi- qués émis par leurs pays. La plupart d'entre eux ont souligné que ces communiqués ne signifiaient nullement leur opposition aux décisions de la Cour ou leur volonté de ne pas en tenir compte à l'avenir, comme veut le faire croire le Makhzen marocain, insistant sur le fait que leurs pays sont des Etats de droit et qu'ils respecteront les décisions de la Cour européenne. Certains de ces ambassadeurs ont même affiché leur étonnement du contenu du communiqué de la Commission européenne, un communiqué qui a fait prévaloir le principe du "pacta sunt servanda"

sur les juge- ments prononcés par la plus haute instance juridique européenne. Le Maroc, Makhzen, Gouvernement et peuple, a ouvert les yeux sur une évidente réalité que le dossier du Sahara Occidental n'était pas clos, alors qu'il continue de suivre les réunions internationales qui se succèdent sur cette question, notamment au cours de ce mois d'octobre. Parallèlement aux décisions de la Cour de justice de l'Union européenne (CJUE), interviennent également les réunions de la quatrième Commission de l'ONU, consacrées à l'examen de la situation dans les 17 territoires concernés par la décoloni-

sation, en focalisant particulièrement sur le Sahara Occidental, étant la dernière colonie en Afrique. Après la quatrième Commission, le Conseil de sécurité aura également son mot à dire sur le dossier du Sahara Occidental le 16 octobre, lorsqu'il recevra un briefing de l'Envoyé personnel du Secrétaire général de l'ONU, sur ses efforts visant à relancer le processus politique pour le règlement de la questions sahraouie. Après le Conseil de sécurité, l'Assemblée générale examinera également le dossier du Sahara Occidental dans une prochaine étape. Après tout cela, le Maroc osera-t-il prétendre que le dossier est clos et qu'il a atteint tous ses buts et tous ses objectifs? En effet, Octobre est le mois de l'éveil du Maroc à la réalité qu'il a longtemps nié et tenté d'éluider: La question du Sahara Occidental est toujours posée, et son règlement implique un engagement sérieux dans des négociations directes avec le représentant légitime et unique du peuple sahraoui, le Front Polisario, dans le cadre du processus parrainé par les Nations unies.

Tunisie

Saied appelle à la nécessité d'impulser le secteur de la santé

Le président tunisien, Kais Saied, a mis l'accent sur la nécessité d'oeuvrer avec la plus grande célérité à impulser le secteur de la santé publique, d'autant plus que des fonds ont été mis à profit à cet effet, soulignant l'importance de simplifier les procédures et de surmonter tous les obstacles, lors de sa rencontre avec le ministre de la Santé, Moustafa Ferjani, au Palais de Carthage, vendredi après-midi. Selon un communiqué de la Présidence de la République, la réunion a également porté sur l'importance de la réhabilitation du service de santé publique et de l'autosuffisance en matière de fabrication des médicaments. Le chef de l'Etat a salué la création en un temps record de plusieurs centres de santé de base dans plusieurs régions et la réactivation de la Société tunisienne des industries pharmaceutiques, dont les activités ont été suspendues. Le Président de la République a conclu que la santé est une partie intégrante des droits de l'homme conformément aux recommandations de l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS).



GÉNOCIDE À GAZA

Un nouveau carnage sioniste sur les camps de Nuseirat et Jabalia

Plusieurs Palestiniens ont été tués et d'autres ont été blessés, hier, suite à des frappes aériennes et des tirs d'artillerie sionistes sur le camp et la ville de Jabalia ainsi que sur Beit Lahia et Beit Hanoun, au nord de Gaza, dans une nouvelle campagne d'extermination menée par les forces sionistes depuis 8 jours dans le nord de la Bande.

Des témoins oculaires ont indiqué que les forces sionistes poursuivaient, depuis samedi, leurs frappes aériennes et leurs tirs à l'artillerie sur la région Jabalia et les localités de Beit Lahia et Beit Hanoun. Les témoins ont affirmé que l'armée sioniste a anéanti des dizaines de bâtiments résidentiels à Jabalia et dans la région al-Tawam à Beit Lahia.

Des dizaines de morts dont les corps sont éparpillés sur les artères et les ruelles de Jabalia, à cause des bombardements des forces sionistes visant également toute personne qui essaye de s'approcher, ont ajouté les témoins.

Onze citoyens palestiniens sont tombés en martyrs et d'autres ont été blessés, samedi soir, lors de raids lancés par des avions de l'occupation sionistes sur les camps de Nuseirat et Jabalia dans la bande de Ghaza, portant à 37 le nombre de martyrs tombés dans l'enclave palestinienne depuis l'aube.

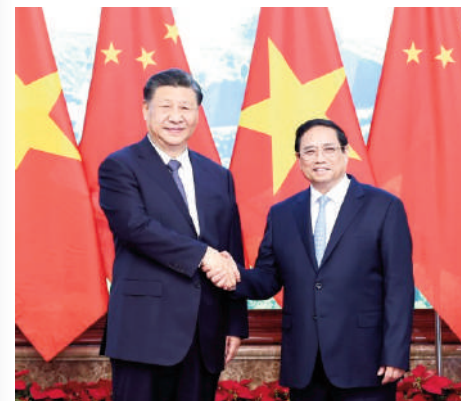
Des sources médicales ont rapporté que sept citoyens sont tombés en martyrs et d'autres ont été blessés dans le bombardement par l'occupation d'une maison dans le camp de Nuseirat, au centre de Ghaza, et que quatre citoyens sont tombés en martyrs et d'autres ont été blessés dans le bombardement par l'occupation du camp de Jabalia, au nord de l'enclave



palestinienne. Ce nombre est susceptible d'augmenter en raison de la présence de personnes blessées dans des conditions critiques, d'après les mêmes sources qui ont en outre souligné que les forces d'occupation ont fait exploser des dizaines de maisons dans le camp de Jabalia à l'aide de robots explosifs. Les forces d'occupation sio-

nistes poursuivent, sans relâche, leur agression contre la bande de Ghaza, par voie terrestre, maritime et aérienne, depuis le 7 octobre 2023, entraînant le martyre de 42.175 citoyens et la blessure de 98.336 autres, dont la majorité sont des enfants et des femmes, alors que des milliers de personnes disparues restent sous les décom-

Vietnam-Chine Signature d'une série d'accords économiques



Le Vietnam et la Chine ont signé hier une série d'accords économiques pour renforcer leurs liaisons ferroviaires et leur coopération commerciale.

Les dix accords, signés à l'occasion d'une visite du Premier ministre chinois Li Qiang à Hanoï, prévoient en particulier que soit établi un projet de liaison ferroviaire entre Lao Cai au nord du Vietnam et Hekou en Chine, ainsi qu'un protocole d'accord en vue de la mise en place d'un système de paiements transfrontaliers par QR codes.

Lors d'une rencontre samedi, le chef du gouvernement chinois et le président To Lam ont convenu de maintenir des échanges réguliers de haut niveau et une coopération en matière de défense, de sécurité et de diplomatie, a rapporté le journal public vietnamien Nhan Dan. Selon la même source, le Vietnam compte faciliter les investissements chinois dans les hautes technologies tandis que la Chine veut améliorer l'accès des produits agricoles vietnamiens à son marché. La Chine et le Vietnam entretiennent globalement de bonnes relations, même si elles sont régulièrement ternies par leurs différends territoriaux en mer de Chine méridionale.

Militant anti-apartheid Décès de l'ex-ministre sud-africain Tito Mboweni

L'ancien ministre sud-africain Tito Mboweni, connu pour avoir édifié le droit du travail de son pays après la fin de l'apartheid, est mort samedi à l'âge de 65 ans, a annoncé la présidence.

« Le président (Cyril) Ramaphosa présente ses condoléances à la famille et aux amis du Dr Mboweni », dont le décès « à 65 ans constitue un choc », indique un communiqué de la présidence sud-africaine.

Ancien militant anti-apartheid, M. Mboweni a poursuivi une longue carrière politique après son retour d'exil en 1990. Ministre du Travail (1994-1998), gouverneur de la banque centrale sud-africaine (1999-2009) puis ministre des Finances (2018-2021) lors de la pandémie de Covid-19, M. Mboweni, connu pour sa prudence budgétaire, est considéré comme l'architecte du droit de travail de l'ère post-apartheid en Afrique du Sud.

Tchad Léger remaniement gouvernemental



Le président tchadien Mahamat Idriss Déby Itno a procédé à un léger remaniement ministériel, avec la désignation de deux nouveaux membres du gouvernement, rapporte la radio-télévision nationale.

Selon la même source, il s'agit du général du corps, Ali Ahmat Akabache, nommé ministre de la Sécurité publique et de l'Immigration, en remplacement à Mahamat Charfadine Margui. Le portefeuille du ministère de l'Environnement, de la Pêche et du Développement durable a, lui, été attribué à Hassan Bakht Djamous, 31 ans. Il succède à Idriss Saleh Bachar, qui a récemment été promu au poste de directeur de cabinet civil à la présidence de la République, selon des médias.

LIBAN

Des frappes aériennes sionistes visent le sud et détruisent une mosquée historique

L'aviation sioniste a mené une série de frappes, hier à l'aube, contre des localités du sud du Liban, provoquant d'importantes destructions, selon l'Agence nationale de presse libanaise. Vers 3h45 du matin, une frappe aérienne a rasé la vieille mosquée historique au centre de la ville de Kfar Tibnit, détruisant complètement l'édifice, a rapporté l'agence. Cette mosquée centenaire « était un symbole car les familles se rassemblaient sur son parvis pour célébrer des occasions », a expliqué à la presse, le maire de Kfar Tibnit, Fouad Yassine. Plus tôt dans la nuit, vers 00h15, une autre frappe aérienne a visé un bâtiment de trois étages à côté de la station Ghabris sur l'autoroute Zefta-Nabatieh, le détruisant également, a ajouté la même source.

La frappe a entraîné la fermeture de la route, les débris du bâtiment bloquant le passage. Le même bâtiment avait déjà été touché par un raid aérien une semaine plus tôt, l'endommageant partiellement. Une troisième frappe aérienne a été menée vers 1h30 du matin, visant cette fois-ci la ville d'Aita al-Sha'ab.

Aucun autre détail n'était disponible dans l'immédiat concernant les victimes ou les dégâts supplémentaires.

Depuis le 23 septembre, l'entité sioniste a lancé des offensives aériennes massives à travers le Liban contre ce qu'il prétend être des



cibles du Hezbollah, tuant au moins 1 437 personnes, en blessant plus de 4 123 autres et poussant au déplacement plus de 1,34 million d'habitant.

Cette campagne aérienne constitue une escale après une année de guerre transfrontalière entre l'entité sioniste et le Hezbollah depuis le début de son offensive sur la bande de Gaza.

Malgré les avertissements internationaux selon lesquels le Moyen-Orient était au bord d'une guerre régionale, en raison des attaques incessantes de l'entité sioniste contre Gaza et le Liban, ce dernier étendu le conflit le 1er octobre courant en lançant une incursion terrestre dans le sud du Liban.

CISJORDANIE OCCUPÉE

Au moins 30 Palestiniens arrêtés par les forces d'occupation sioniste



Au moins 30 Palestiniens, dont des ex-détenus, ont été arrêtés dans la nuit de samedi à dimanche, en Cisjordanie occupée par les forces d'occupation sioniste, rapporte l'agence palestinienne de presse, Wafa.

La Commission des Affaires des prisonniers et ex-prisonniers palestiniens et le Club des prisonniers ont indiqué dans un communiqué conjoint, relayé par l'agence palestinienne de presse, Wafa, que ces arrestations ont touché les gouvernorats d'El-Khalil, Jénine, Beit Laham, Naplouse, Qalqilya et Ramallah.

La vaste campagne d'arrestations a été accompagnée d'agressions contre les détenus et leurs familles, ainsi que de dommages et de destructions considérables à leurs maisons, selon le texte.

COLOMBIE

Offensive de l'armée contre la guérilla EMC

L'armée colombienne a lancé une opération contre la guérilla de l'Etat major Central (EMC), dissidente des Farc, dans une région transformée en « bourse internationale de la cocaïne », a annoncé le président Gustavo Petro. « Après plus de cinq ans de domination sur (la ville de) El Plateado de l'EMC, qui a transformé la région en bourse internationale de cocaïne, l'armée y entre », a écrit sur son compte X M. Petro. Baptisée « Perseo », l'opération a débuté à l'aube à El Plateado. Les combats du matin « ont été intenses » et l'EMC a utilisé des drones d'attaques, a déclaré le commandant de l'armée, le général Luis Cardozo, en dressant un premier bilan.

« Il semble qu'ils essaient de lancer des grenades avec des drones », a expliqué M. Cardozo, qui a fait état de « deux hommes légèrement touchés » et demandé à la population locale de rester chez elle. Les forces armées colombiennes ont elles déployé des avions, de l'artillerie et des véhicules blindés dans la région pour combattre les rebelles.

En juillet, l'armée avait déjà lancé une offensive dans la zone, après une attaque de drone qui avait tué un enfant et blessé six personnes. El Plateado est l'un des principaux bastions de l'EMC dans la région du canyon de Micay, complexe montagneux où abondent les cultures de feuilles de coca et place stratégique de la production de cocaïne.

La présidentielle américaine sous la menace constante de la violence politique

Dans une société surarmée et profondément polarisée, la campagne se déroule dans un contexte particulièrement électrique, notamment du fait du sensationnalisme des médias et de l'hystérie constatée sur les réseaux sociaux. Le recours à la violence contre les élus et les candidats est de plus en plus fréquent, et le spectre du 6 janvier 2021 fait redouter de nouvelles explosions de violence d'ici à l'élection, et aussi après...

La récente tentative d'assassinat de Donald Trump sur son terrain de golf en Floride, le 16 septembre, survenue deux mois après celle qui avait failli lui coûter la vie lors d'un meeting, a mis en lumière une violence politique qui semble endémique dans la politique américaine, surtout depuis le 6 janvier 2021. Pour autant, cette violence politique n'est pas un phénomène nouveau aux États-Unis. Depuis l'assassinat d'Abraham Lincoln en 1865, la politique américaine a été marquée par des tentatives, réussies ou non, d'attenter à la vie de présidents, de candidats et d'autres personnalités politiques. Les années 1960, en particulier, ont été une période de violence politique intense, illustrée par les assassinats en 1963 de John Fitzgerald Kennedy puis en 1968 de Martin Luther King Jr. et de Bobby Kennedy, qui ont profondément marqué la société. La réaction violente des ségrégationnistes blancs lors des Freedom Rides de 1961 est un autre exemple tragique, quand des manifestants pacifiques ont été brutalement attaqués alors qu'ils cherchaient à faire respecter leurs droits civiques. Les tentatives d'assassinat de présidents, comme celles ayant visé Gerald Ford en 1975, à deux reprises et Ronald Reagan en 1981, témoignent également de cette tendance. Ces événements avaient conduit à l'adoption de lois sur le contrôle des armes à feu ; il n'en reste pas moins que, dernièrement, la violence politique s'est de nouveau intensifiée, assombrissant les élections de 2024.

Impact de la violence politique sur les processus démocratiques

Plusieurs facteurs contribuent à cette escalade, notamment la polarisation politique croissante, l'influence des réseaux sociaux qui amplifient la rhétorique extrémiste et la montée des mouvements radicaux. Les réseaux sociaux, en créant des chambres d'écho où prospèrent les contenus

incendiés et où la désinformation se propage sans contrôle, jouent un rôle crucial dans ce phénomène. Les algorithmes conçus pour stimuler l'engagement favorisent souvent les contenus qui sèment la discorde, facilitant ainsi le recrutement et l'organisation des mouvements extrémistes. Depuis l'élection de 2016, des événements marquants comme le rassemblement des suprémacistes blancs à Charlottesville et l'attaque du Capitole le 6 janvier 2021, qui avait entraîné des pertes humaines et des blessures parmi les forces de l'ordre, et forcé l'évacuation des législateurs, interrompant temporairement la certification des résultats du collège électoral, l'ont tragiquement illustré. Cette tendance ne se limite pas aux extrémistes de droite comme les Proud Boys, mais s'étend à l'ensemble du spectre politique. Cette année, une montée inquiétante de l'antisémitisme et de la violence à motivation politique sur les campus universitaires a également été observée, soulignant que le problème est omniprésent. Les idéologies polarisées alimentent les troubles, menaçant le tissu du dialogue démocratique. La menace de violence limite directement la liberté d'expression, poussant les hommes politiques, les militants et les citoyens à hésiter à exprimer leurs opinions par crainte de représailles. En 2021, la police du Capitole a signalé une augmentation de 107 % des menaces contre les membres du Congrès. Cette situation restreint dangereusement le discours public, réduisant la diversité des

idées et contribuant à un processus démocratique plus polarisé et moins inclusif. De tels événements alimentent un climat de peur qui s'étend dans l'ensemble de la classe politique. Une enquête de 2024 du Brennan Center for Justice a révélé que depuis 2020, de nombreux élus locaux avaient mis en place des mesures de protection, 38 % d'entre eux déclarant avoir subi des menaces, des abus ou du harcèlement dans l'exercice de leurs fonctions.

Causes sous-jacentes de la méfiance et de la violence

La confiance du public dans le gouvernement et la démocratie a considérablement diminué ces dernières années, principalement à cause de décisions et d'événements qui ont suscité des interrogations sur les institutions. Des arrêts récents de la Cour suprême, tels que celui renversant *Roe v. Wade*, ont alimenté des perceptions de partialité judiciaire et de déconnexion avec les valeurs du public. La polarisation croissante, la désinformation et le sentiment d'absence de responsabilité des élus sapent la confiance dans les processus démocratiques, menant à l'idée que le gouvernement ne sert plus les intérêts du peuple. En avril 2024, seuls 22 % des Américains déclaraient avoir confiance dans le gouvernement national – un chiffre parmi les plus bas depuis le début

des sondages en 1958. Une part de cette méfiance accrue peut être attribuée au sensationnalisme des médias, notamment au rôle de Fox News. Le paysage médiatique, incluant les chaînes d'information câblées et les réseaux sociaux, reflète un problème systémique. La recherche de l'audimat a conduit à privilégier les histoires sensationnelles et les récits conflictuels, amplifiant les divisions au lieu de favoriser la compréhension en particulier après la révocation de la « Fairness Doctrine » par Ronald Reagan. Introduite par la FCC en 1949, cette doctrine obligeait les médias à présenter des points de vue équilibrés sur les questions controversées d'importance publique. Reagan l'a supprimée en 1987, affirmant qu'elle portait atteinte à la liberté d'expression et que la multiplication des médias rendait son maintien inutile pour garantir la diversité des opinions. De nombreux Américains voient les médias non comme des sources d'information fiables, mais comme des entités qui perpétuent division et méfiance, contribuant à une crise de confiance plus large envers les institutions démocratiques. Enfin, les facteurs économiques ne doivent pas être négligés. L'inégalité et la fragmentation sociale sont des éléments clés du mécontentement croissant. Alors que la richesse se concentre dans une petite élite, de nombreux Américains subissent la stagnation de leurs salaires et la diminution de leurs opportunités. Face aux dures réalités de la disparité économique, leurs frustrations se traduisent par une polarisation politique accrue, rendant la promotion de l'unité et de la confiance dans les institutions de plus en plus difficile.

Parallèles européens et risque de contagion

En France, on observe depuis plusieurs années

une montée de la violence à l'encontre des élus locaux. Ce phénomène n'est pas isolé en Europe, comme l'illustre par exemple la tentative d'assassinat du premier ministre slovaque, Robert Fico, en mai dernier. Les causes de cette violence sont similaires à celles observées ailleurs, notamment la propagation de la polarisation. La rhétorique populiste, semblable à celle de Donald Trump et de son groupe MAGA, se retrouve dans les partis d'extrême droite comme ceux dirigés par Marine Le Pen et Viktor Orban. Parallèlement, la méfiance croissante à l'égard des gouvernements et la polarisation des médias contribuent à un climat de division et de méfiance en politique. Des différences significatives demeurent cependant, à commencer par l'accès aux armes, autorisé par le deuxième amendement de la Constitution américaine. De plus, la réglementation relative aux discours violents varie considérablement : en Europe, certaines formes de discours haineux sont punies par la loi, tandis qu'aux États-Unis, elles sont souvent protégées par le premier amendement. Cette disparité peut influencer la manière dont la violence s'exprime, rendant parfois les menaces plus subtiles et insidieuses.

Quelles solutions ?

Pour lutter contre ce phénomène, il est crucial de renforcer la confiance du public, de réformer le discours politique et de garantir la sécurité des élections. Cela implique de mettre l'accent sur la responsabilité des dirigeants pour désamorcer les tensions et restaurer la confiance dans les processus démocratiques, ce qui s'avère particulièrement difficile dans le contexte des élections américaines de 2024, où la violence politique représente une menace majeure pour la démocratie.



Elizabeth Sheppard Sellam, Responsable du programme "Politiques et relations internationales", Université de Tours

A Lomé aujourd'hui face au Togo

Les "Verts" pour sceller leur qualification à la phase finale

Sur une courbe ascendante, l'équipe nationale de football tentera de valider son billet pour la phase finale de la Coupe d'Afrique des nations CAN-2025, en affrontant lundi le Togo au stade de Kégué à Lomé (17h00 algériennes), dans le cadre de la 4e journée (Gr. E) des qualifications.

Auteurs de leur troisième victoire, en autant de matchs, jeudi dernier à Annaba face au même adversaire (5-1), les "Verts" auront à cœur de sceller définitivement leur qualification avant terme, sans attendre l'issue des deux dernières journées, prévues en novembre prochain.

Confortablement installée en tête du classement avec 9 points, soit cinq longueurs de plus que son poursuivant direct la Guinée-équatoriale, l'Algérie aura bien des atouts à faire valoir, pour éviter toute mauvaise surprise face à une équipe togolaise qui va chercher un sursaut pour l'orgueil et surtout resté dans la course à une éventuelle qualification.

Sur le plan de l'effectif, le coach national Vladimir Petkovic aura l'embarras du choix pour composer un onze conquérant, en dépit de l'absence pour cause de blessure des défenseurs, Mohamed Farsi, touché vendredi à l'entraînement et Jaouen Hadjam, arrivé en sélection légèrement blessé lundi dernier et pas encore totalement rétabli.

Lors de la conférence de presse d'après-match à Annaba, Petkovic a laissé entendre qu'il pourrait y avoir des changements face aux "Éperviers", notamment sur le plan défensif.

"Même si nous avons gagné 5-1, il y a vraiment beaucoup de choses à corriger. En première période, nous avons été un peu naïfs sur le plan défensif où nous n'avons pas bien géré les un contre un",



a-t-il regretté.

Les coéquipiers du défenseur Aïssa Mandi, qui a fêté jeudi sa 100e sélection, auront en face à un double objectif : assurer une qualification avant terme pour la CAN-2025 et préserver la bonne dynamique.

De son côté, le Togo, sèchement battu pour la première fois dans ces qualifications, n'aura plus droit à l'erreur, d'autant qu'il a été relégué à la troisième place, à l'issue de la victoire de la Guinée-équatoriale à la maison face au Libéria (1-0). Le sélectionneur du Togo, Nibombé Daré a relevé la nécessité d'analyser ce qui n'a pas marché jeudi à Annaba, pour tenter de réagir à Lomé et se relancer dans ces qualifications.

"Nous allons regarder les vidéos et voir où se situent vraiment nos erreurs et qu'est-ce qu'on doit améliorer. Mais très vite puisqu'on n'a pas le temps, car le

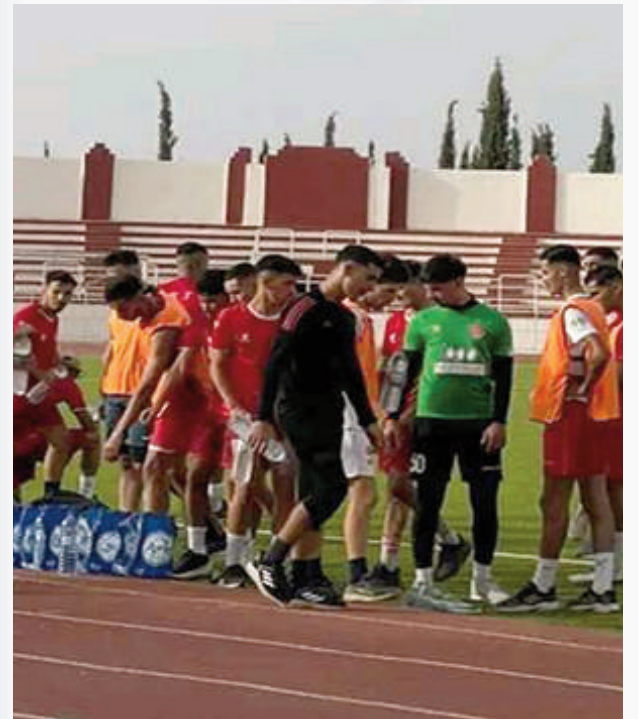
match retour devant l'Algérie est dans trois jours à Lomé. On doit se baser sur ce qui a été une réussite pour mieux aborder le match de lundi."

Le match Togo-Algérie sera dirigé par un trio arbitral de la RD Congo, conduit par Jean-Jacques N'dala Ngambo, assisté de ses compatriotes Nabina Blaise Sebutu (1er assistant) et Guylain Bonge Ngila (2e assistant), alors que le quatrième arbitre est Masangue Louis Mwamba.

Dans l'autre match de cette poule E, la Guinée-équatoriale (2e, 4 pts) se rendra à Monrovia pour affronter lundi la lanterne rouge le Libéria (4e, 1 point) à 17h00 (algériennes).

Les deux premiers des 11 groupes des éliminatoires seront qualifiés pour la phase finale de la CAN 2025 (21 décembre 2025-18 janvier 2026), alors qu'un seul pays se qualifiera pour le tournoi final dans la poule du pays hôte.

Après un départ raté Le CR Temouchent doit vite réagir



Le CR Témouchent peine à signer sa première victoire en championnat de Ligue deux de football où il pointe à la 14e place du groupe Centre-ouest, après quatre journées de compétition, pendant que son entraîneur Hamouda Kebdani souligne la nécessité de sonner le réveil "dans les plus brefs délais".

La formation de l'Ouest du pays s'est contentée d'un nul à domicile face au MC Saïda (0-0), lors de la précédente journée, jouée le week-end dernier, s'enfonçant davantage dans le bas du tableau. Elle occupe la 14e place avec deux petits points obtenus de deux nuls contre deux défaites.

"Il est clair que nos résultats, depuis le début de cet exercice, sont loin des espérances. Nous sommes censés réagir dans les plus brefs délais pour stopper l'hémorragie, car je commence personnellement à m'inquiéter", a déclaré à l'APS l'entraîneur Kebdani, qui a effectué son retour à ce club lors de l'intersaison.

Dirigé, depuis l'été dernier, par un directoire en raison de l'échec de l'assemblée générale à élire un nouveau président à la place de Houari Talbi, le CRT a connu un changement presque radical au niveau de son effectif.

Mais jusque-là, les nouveaux joueurs des Rouge et Blanc tardent à apporter le plus escompté, notamment au niveau du secteur offensif où l'équipe n'a inscrit qu'un seul but en quatre matchs.

Il s'agit là du principal souci de l'entraîneur Kebdani, en ce début de saison, avouant au passage que l'animation offensive "fait énormément défaut à (son) équipe".

"Nous devons trouver des solutions dans ce registre, vu que nous ne créons pas des occasions franches, ce qui s'est traduit par notre faible moisson offensive", a encore regretté le premier responsable technique du CRT.

Ce technicien a, d'ailleurs, estimé que le nul concédé par les siens lors de leur précédente rencontre face au MCS est "somme toute logique", poursuivant alors qu'il s'attendait plutôt à ce que le point ramené du terrain du RC Kouba, l'un des favoris à l'accession en Ligue 1, lors du match d'avant, allait être "le vrai départ" de son équipe en championnat.

Ligue 1 Mobilis (4e journée)

Le CRB et la JSK retombent dans leurs travers

Le CR Belouizdad et la JS Kabylie ont concédé des défaites "surprises" samedi soir, en clôture de la quatrième journée de Ligue 1 Mobilis, en s'inclinant à domicile et sur le même score de trois buts à deux, respectivement contre la lanterne-rouge, le MC El Bayadh et le CS Constantine, au moment où l'US Biskra est revenue avec un précieux nul de son déplacement chez le NC Magra (2-2).

Malgré l'avantage du terrain, le Chabab avait commencé par concéder deux buts, respectivement devant Berkart (5e) et El Mouaden (9e), avant que son attaquant vedette Islam Slimani ne se révolte et ne remette les pendules à l'heure, en signant un doublé aux 32e et 43e.

Mais c'était sans compter sur l'instinct de survie des visiteurs, qui avant cette quatrième journée étaient bons-derniers, avec zéro point au compteur. Ainsi, et condamnés à gagner pour espérer se relancer dans la course au maintien, les gars d'El Bayadh ont continué à attaquer et à se faire menaçants, jusqu'à voir leurs efforts récompensés par un troisième but, signé Belaribi d'entrée de jeu après la pause (47e). Un précieux succès en déplacement qui permet au MCEB de rejoindre son adversaire du jour au classement général, avec trois points pour chaque club. Côté Chabab, et malgré les importants investissements qui ont été faits à l'intersaison, le club semble tarder à prendre son envol et accuse déjà six points de retard sur le leader. Même scénario à Tizi-Ouzou, où la JSK a



commencé par concéder l'ouverture du score devant Brahim Dib (13e), avant de niveler la marque par Boudebouz, qui avait transformé un pénalty à la 38e.

Les Sanafir ont terminé le match à dix, après l'expulsion de leur milieu de terrain Messala Merbah, survenue à la 55e minute de jeu.

Mais cette situation ne les pas empêchés de continuer à jouer l'attaque à outrance.

Un choix qui s'est avéré judicieux, puisque même en infériorité numérique, les Constantinois ont réussi à reprendre l'avantage au score, et même de tuer le match, grâce à leur buteur maison, Brahim Dib, au-

teur de deux autres buts personnels.

Le premier d'une superbe reprise de volée à la 58e et le second d'une belle frappe enroulée à la 65e, signant au passage le premier triplé de la saison dans le championnat de Ligue 1. Dans les arrêts de jeu de la rencontre, les Canaris ont obtenu un deuxième pénalty, qui fut transformé par le même Ryad Boudebouz (90e+9), mais ce réveil a été trop tardif.

Les visiteurs ont conservé une avance d'un but (2-3), qui leur a permis de l'emporter et de rejoindre leur adversaire du jour au classement général, avec six points pour chaque club.

Un peu plus tôt dans l'après-midi, l'US Biskra avait réussi à repartir avec un excellent résultat nul de son déplacement chez le NC Magra, où elle avait commencé par être menée (2-0), avant de revenir au score.

En effet, les locaux avaient ouvert le score dès la 3e minute de jeu, par l'intermédiaire de Kamoukh, avant de doubler la mise cinq minutes plus tard par Bouhouareb. Mais c'était sans compter sur la hargne et la grinta des Zibans, qui n'ont strictement rien lâché dans ce match, et qui ont réussi à revenir tout d'abord grâce à Saad (39e), puis N'Zaou (90e).

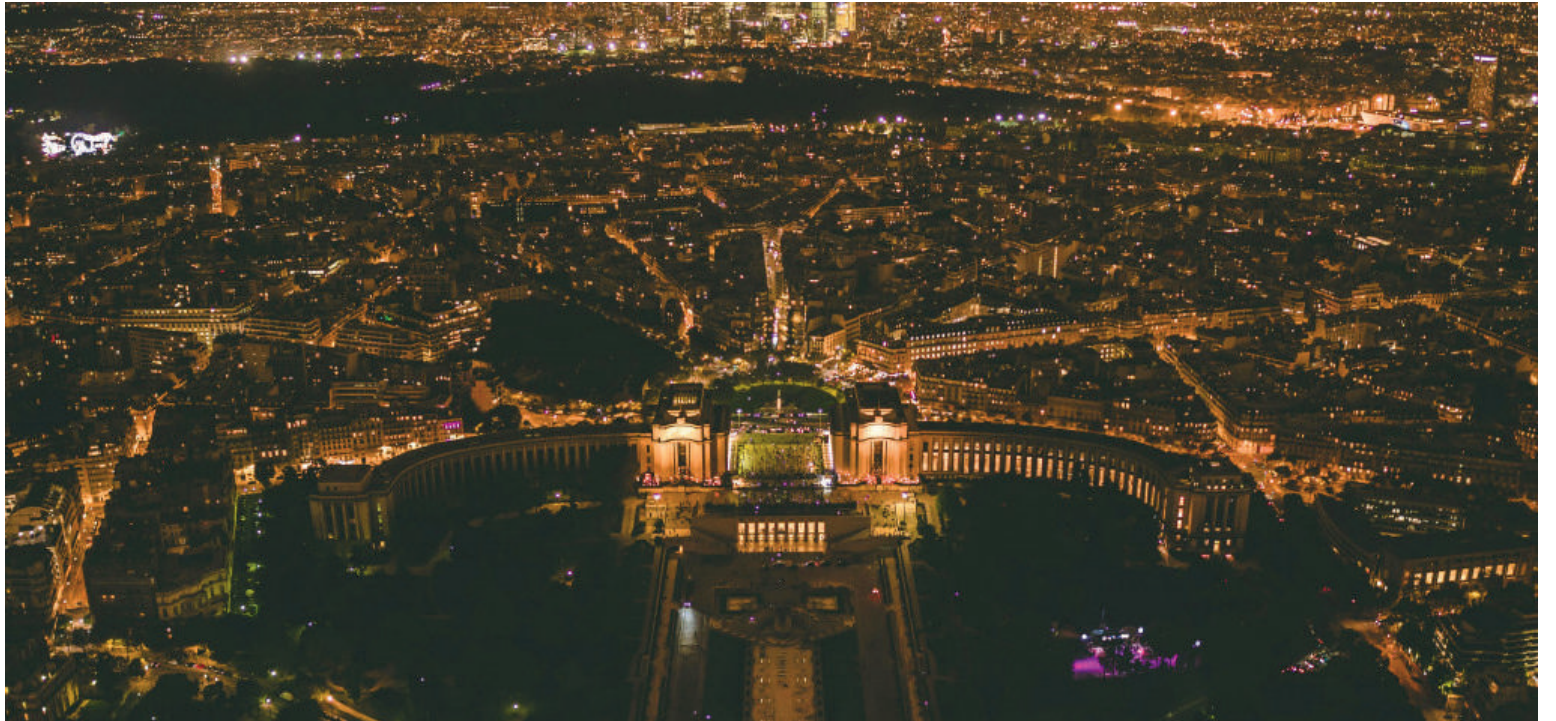
Pour rappel, cette quatrième journée est amputée des matchs ES Mostaganem - USM Alger et ASO Chlef - USM Khenchela, ayant été reportés à une date ultérieure en raison de la présence de trois internationaux au sein des effectifs de l'USMA et de l'ASO, selon les règlements en vigueur.

Pollution lumineuse, quels effets sur la santé ?

La pollution lumineuse engendrée par l'omniprésence de l'éclairage artificiel, aussi bien à l'extérieur que dans les habitations, n'est pas sans conséquence sur la santé. Perturbation du sommeil, cancers, maladie d'Alzheimer...

Environ 80% de la population mondiale est exposée à la pollution lumineuse. En Europe, c'est même plus de 99%. Cette pollution, engendrée par un excès d'éclairage artificiel, peut être présente à l'extérieur et a pour conséquence bien connue de rendre moins visibles les étoiles dans le ciel nocturne. Mais il existe aussi une pollution lumineuse à l'intérieur des habitations, provoquée par des écrans numériques omniprésents et toujours plus nombreux. Et surtout, que ce soit le panneau publicitaire lumineux au coin de la rue ou l'écran du dernier smartphone, l'éclairage artificiel provient de plus en plus d'ampoules à diodes électroluminescentes, les LED. Si ce type d'ampoule présente l'avantage de consommer moins d'énergie qu'une ampoule à incandescence, il émet en revanche davantage de lumière bleue. Cette lumière, de longueur d'onde courte, peut être néfaste pour la santé. Le principal effet négatif de la lumière bleue est la perturbation de la sécrétion de mélatonine, l'hormone sécrétée en fin de journée pour favoriser l'endormissement. "À puissance équivalente, la lumière bleue a un effet de suppression de la mélatonine dix fois supérieur à celui de la lumière rouge" explique à National Geographic Mario Motta, cardiologue à la retraite et ancien membre l'American Medical Association's Council of Science and Public Health. Le rythme circadien, autrement dit l'horloge interne du corps humain, s'en trouve altéré, tout comme la durée et la qualité du sommeil, ce qui nuit au bon fonctionnement de l'organisme dans son ensemble.

Inflammation, cancers et maladies neurodégénératives



Des études se sont penchées sur le sujet de l'éclairage artificiel et si elles restent encore peu nombreuses, certaines mettent en avant les liens entre l'exposition à la lumière bleue et des problèmes de santé plus graves. La lumière bleue augmenterait l'inflammation de l'organisme, et pourrait même être associée à des cancers comme celui du sein, du colon ou de la prostate. Et une étude californienne de 2023 a mis en évidence que les enfants qui vivaient dans des régions où l'éclairage artificiel était important avaient un risque plus élevé de développer une leucémie. Une autre étude américaine, publiée en septembre 2024, s'est intéressée aux effets de l'éclairage nocturne sur la maladie d'Alzheimer. Les chercheurs ont constaté une corrélation entre l'exposition à l'éclairage artificiel

et la prévalence de la maladie. En particulier chez les moins de 65 ans, qui vivent plus fréquemment dans des zones urbaines très éclairées et qui ont un usage des écrans plus importants que leurs aînés. "La perturbation du rythme circadien est le principal mécanisme sous-jacent par lequel la lumière nocturne favorise la maladie d'Alzheimer" analyse pour Sciences et Avenir Robin Voigt-Zuwala, première auteure de l'étude, "mais cela nécessitera des recherches supplémentaires pour le confirmer".

Des effets néfastes sur la biodiversité

La pollution lumineuse n'affecte pas seulement les humains. De nombreux animaux y sont eux

aussi sensibles, notamment les oiseaux, les chauves-souris, mais également certains poissons comme le poisson-zèbre. Une étude de l'Institut Max Planck de Leipzig révèle que les poissons-zèbre exposés à la lumière artificielle, et en particulier à la lumière bleue, nageaient moins que d'habitude, restaient davantage groupés et passaient plus de temps près des parois de l'aquarium. Et ces altérations comportementales se retrouvent également chez leurs descendants. Pour les auteurs, ces effets négatifs seraient dus à la privation de sommeil. "Les poissons pouvaient faire quelques nuits blanches, mais après trop de mauvaises nuits le manque de sommeil les a rattrapés" explique dans un communiqué Aneesh Bose, l'un des auteurs de l'étude. Il existe différentes

solutions pour réduire la pollution lumineuse et ses effets néfastes. Depuis quelques années, de nombreuses communes ont fait le choix d'éteindre l'éclairage public une partie de la nuit, ce qui a aussi pour conséquence de réduire la consommation d'énergie. Chez soi, il peut être pertinent d'investir dans des rideaux occultants, des volets ou tout simplement un masque de nuit pour filtrer la lumière de l'extérieur. Concernant les écrans, il est possible de les configurer pour qu'ils émettent une lumière aux tons plus chauds le soir. Enfin, il ne faut pas négliger les voyants lumineux qui restent allumés lorsque les appareils électroniques sont en veille. Il est préférable d'éteindre complètement ces appareils ou, lorsque ça n'est pas possible, de masquer les voyants lumineux.

FRANCE

La forêt souffre de plus en plus du réchauffement

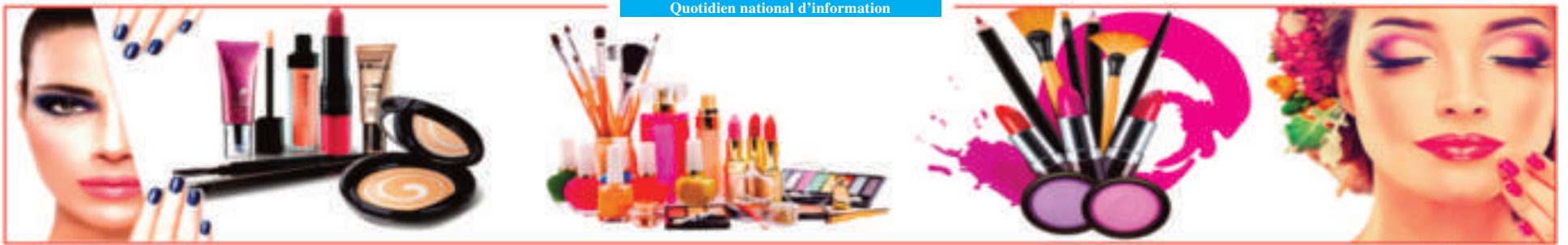
Doublement de la mortalité des arbres en une décennie, ralentissement de la croissance et moindre absorption de CO₂: face au réchauffement climatique, les forêts françaises paient un tribut de plus en plus lourd face au réchauffement climatique, alerte jeudi un organisme public. Selon l'Institut national de l'information géographique et forestière (IGN), "vigie de la forêt", celle-ci couvre 17,5 millions d'hectares, soit un tiers du territoire métropolitain: elle grandit, mais son état se dégrade, avec des répercussions sur son rôle de poumon vert. La mortalité des arbres est passée de 7,4 millions de mètres cubes par an entre 2005 et 2013 à 15,2 Mm³ pour la période 2014-2022, 0,5% du volume total des arbres en forêt. En cause, des conditions de plus en plus défavorables pour les arbres, favorisant la prolifération des "bioagresseurs" (champignons, insectes, bactéries). S'y ajoute le "stress hydrique": "manque d'eau" ou à l'inverse "trop d'eau, comme c'est le cas actuellement", a souligné Stéphanie Wurpillot, responsable du service qui réalise l'inventaire, lors d'une conférence de presse au siège de l'IGN à Saint-Mandé, près de Paris. Publié tous les ans à partir des données collectées pendant les cinq années précédentes, l'inventaire note également un ralentissement de la croissance des arbres de 4% (entre 2005-2013 et 2014-2022) et donc un fléchissement de leur absorption de CO₂. Les forêts métropoli-



taines ont absorbé 39 millions de tonnes de CO₂ par an en moyenne sur la période 2014-2022, selon l'inventaire, contre 63 sur la période 2005-2013. Malgré ce ralentissement, le stock de CO₂ qu'elle contient, et conserve ainsi hors de l'atmosphère, a augmenté de 17% entre 2009

et 2023. Les 11,3 milliards d'arbres dénombrés par l'IGN en 2023 représentent un stock de 1,3 milliard de tonnes de carbone. "Chaque hectare de forêt contient aujourd'hui en moyenne 81 tonnes de carbone dans ses arbres vivants", contre 73 en moyenne en 2009, selon l'IGN.

L'augmentation à l'oeuvre est en fait bien plus ancienne et s'explique par la densification de la forêt ces dernières décennies. En 1981, le stock moyen était de 58 tonnes de carbone par hectare, selon l'IGN. Selon des chiffres publiés en mai par l'IGN et l'institut technologique FCBA, la capacité d'absorption des forêts a été divisée par deux en l'espace d'une décennie. Et une projection à l'horizon 2050 estimait que "dans la grande majorité des (...) scénarios étudiés, la séquestration du carbone en forêt continue de s'éroder sur la période de projection 2020-2050". Le mois dernier, les experts du Haut conseil pour le climat s'étaient inquiétés de la faible absorption de CO₂ dans les puits naturels, tels que les forêts, après que la France, qui vise la neutralité carbone à l'horizon 2050, a échoué à respecter ses objectifs climatiques 2019-2023, notamment en raison de l'absorption moindre qu'espéré des forêts et des sols. En comptant le carbone contenu dans les arbres morts et la matière organique contenue dans le sol superficiel, le réservoir total de l'écosystème forestier est évalué à 2,8 milliards de tonnes de carbone par l'IGN. L'institut a en outre présenté un nouvel indicateur, baptisé DEPERIS, destiné à mesurer l'état de santé des arbres, en prenant en compte la présence de branches mortes dans leur partie haute. Selon cet indicateur, 8% des arbres forestiers sont altérés.



Le peeling visage, le soin pour faire peau neuve

Avec son effet "bonne mine" immédiat, le peeling visage est le soin incontournable pour dire adieu au teint terne. À la maison ou chez le dermatologue, il n'est pas loin de faire des miracles... à condition d'en faire bon usage. Les conseils d'un dermatologue.

Du verbe anglais "to peel" ("peler"), le peeling du visage permet de faire peau neuve, littéralement. En éliminant les couches supérieures de l'épiderme et en stimulant le renouvellement cellulaire, il nettoie la peau du visage en profondeur, pour la rendre plus belle, plus douce et plus éclatante. Grâce à lui, on dit bye-bye aux cellules mortes qui brouillent le teint, mais aussi aux petites taches et aux ridules superficielles, à l'origine d'un grain de peau irrégulier. Plus efficace qu'un gommage, le peeling est le soin idéal pour retrouver rapidement une peau rosée, fraîche et éclatante, qui renvoie parfaitement la lumière.

Comment faire un peeling visage à la maison ?

Le peeling est devenu l'un des produits stars de nos salles de bain. Efficaces et moins agressifs qu'avant, les peelings cosmétiques se sont perfectionnés grâce à des formules plus équilibrées. "Les peelings maison contiennent des acides de fruits (les fameux AHA) mais sont moins concentrés que ceux que l'on fait en cabinet. Le pH est plus basique grâce à des actifs qui viennent contrebalancer l'effet un peu décapant des AHA", explique la dermatologue Marie-Thérèse Bousquet. Peau claire ou peau noire, jeune ou mature : désormais, tout le monde peut s'essayer à ce soin magique. "Mais attention, ce n'est pas parce que les peelings cosmétiques sont en vente libre que tout est permis, prévient la dermatologue. Il est très important de suivre le protocole à la lettre pour ne pas avoir de mauvaises surprises. Si la notice indique qu'il faut l'appliquer pendant 2 ou 3 mi-



nutes, il faut respecter ce temps de pose et ne pas le dépasser. Ça reste tout de même des soins qui peuvent être irritants pour les peaux fines, fragiles ou réactives".

Quelques précautions à prendre avec un peeling du visage à la maison

En lotion, en crème ou en masque, le meilleur moment de la journée pour effectuer un peeling est le soir, sur une peau impeccablement démaquillée, car c'est un soin qui rend la peau plus sensible au soleil. Le lendemain, si la météo est ensoleillée, mieux vaut choisir une crème avec un SPF (au moins 30) au risque de voir apparaître des taches. Évitez les zones sensibles du visage comme le contour des yeux et rincez immédiatement si vous ressentez une sensation prolongée

d'échauffement ou de brûlure. Il se peut que le soin picote un peu mais il ne doit jamais être douloureux ! Aussi, il est déconseillé d'appliquer le peeling sur un coup de soleil, des boutons qui auraient été triturés ou sur n'importe quel autre type de plaie. Après le peeling, un bon rinçage est obligatoire pour retirer l'excédent de matière. Enfin, pensez à bien hydrater votre peau à l'issue de cette séance beauté.

Quel peeling du visage faire chez le dermatologue ?

En institut ou chez un dermatologue, des peelings un peu plus concentrés permettent d'obtenir des résultats encore plus bluffants. On distingue trois types de peelings, en fonction de leur niveau de pénétration dans la peau : le peeling superficiel à l'acide glyco-

lique, le peeling moyen à l'acide trichloracétique (TCA) et le peeling profond au phénol.

Le peeling superficiel à l'acide glycolique

Le peeling superficiel à l'acide glycolique peut se pratiquer dès 25 ans "quand on a des petites cicatrices d'acné, un teint grisâtre, des petites ridules ou des taches qui commencent à apparaître sur le visage", explique Marie-Thérèse Bousquet. Plusieurs séances sont nécessaires pour que le résultat soit optimal (entre quatre et six séances espacées d'une quinzaine de jours). "On va faire des protocoles de peeling seul, ou en alternance avec de la mésothérapie si la peau est desséchée pour hydrater et redonner de l'éclat au visage", précise l'experte. Lissé et uni-

fié, le teint retrouve rapidement sa luminosité.

Le peeling moyen à l'acide trichloracétique (TCA)

Plus concentré et plus acide, le peeling moyen au TCA s'effectue sur des peaux abîmées, avec des rides et des taches déjà bien installées. "Si l'on propose des soins trop légers quand la peau est bien marquée, les résultats ne seront pas satisfaisants. Il vaut mieux proposer un TCA modéré ou un peu plus dynamique, qui va nécessiter une petite désocialisation ou du moins un week-end au calme parce que la peau va pelucher, mais au moins on va obtenir des choses plus rapidement et ce sera plus intéressant", commente Marie-Thérèse Bousquet.

Le peeling profond au phénol

Avec le peeling au phénol, on change complètement de registre. "Ça n'a rien à voir avec les autres types de peelings, prévient Marie-Thérèse Bousquet. Le phénol brûle la peau, c'est de la réparation. Aujourd'hui en cabinet, c'est vraiment très rare de faire un phénol sur tout un visage. On va plutôt le faire de façon localisée, sur une petite zone du visage comme la lèvre supérieure si celle-ci est vraiment très abîmée". Il est impératif d'être soigneusement informée et de prendre le temps de la réflexion avant de se lancer dans un tel traitement.

Quelques précautions à prendre avec le peeling du visage chez un dermatologue

Oubliez le peeling en plein été, sous peine de vous retrouver avec une pigmentation réactionnelle ! Les saisons idéales pour se lancer sont l'automne ou l'hiver. Appliquez un produit de protection solaire d'indice 50 entre chaque séance. Le peeling demande un peu de préparation. Quinze jours avant la première séance, appliquez chaque soir une crème concentrée en acide glycolique pour préparer votre peau qui n'en sera que plus réceptive et pour dépister une éventuelle allergie aux AHA.

Le citron pour maigrir Est-ce que ça marche ?

Le citron, avec sa saveur actuelle et ses propriétés rafraîchissantes, est souvent cité comme un allié minceur. Mais que se cache-t-il vraiment derrière cette réputation ? Entre les régimes detox à base de citron et les conseils populaires pour stimuler la perte de poids, il est temps de démêler le mythe de la réalité. Dans cet article, nous allons explorer les vertus du citron, ses effets réels sur la perte de poids, et comment l'intégrer de manière judicieuse dans une alimentation équilibrée. Découvrez si le citron peut vraiment vous aider à atteindre vos objectifs minceur et comment l'utiliser pour en maximiser les bienfaits. Pourquoi intégrer le ci-

tron dans votre régime minceur ? Nous cherchons tous des astuces nous permettant de rendre un régime moins contraignant, moins difficile à supporter et à suivre. Mais, soyons honnêtes, le plus important dans tout cela c'est d'avoir des résultats rapidement sans réellement faire d'efforts. Exit la patience... Toutes les idées sont les bienvenues pour dire adieu aux centimètres superflus et parmi elles, le citron. Avez-vous déjà entendu parler du jus de citron pressé, le matin à jeun ? Ou encore d'eau tiède accompagnée d'un filet de jus de citron afin de voir votre silhouette s'affiner ? Si c'est le cas, cela fonctionne-t-il vraiment ? Mau-

vaise nouvelle, aucune étude ne prouve que le citron fait bel et bien maigrir... A lui seul, le citron n'est donc pas LA recette miracle contre les kilos disgracieux. Cependant, c'est un aliment à ne surtout pas négliger lors de votre prise en main. Lors d'un régime, votre corps va libérer des toxines, qui sont, principalement éliminées par votre foie. Cependant, si celui-ci ne fonctionne pas correctement, les toxines peuvent se disperser dans votre circulation sanguine et devenir encore plus nocives. C'est à cette étape là que le citron s'intègre parfaitement dans votre alimentation. En effet, il va pouvoir agir à plusieurs

niveaux et ainsi vous permettre de vous sentir mieux tout en perdant des centimètres. Découvrez les bienfaits du citron sur votre corps. Ainsi, au-delà des modifications alimentaires que votre régime entraînera, vous allez pouvoir booster votre organisme en consommant de l'eau citronnée. Soit le matin à jeun, soit tout au long de la journée. Attention, si vous avez l'estomac fragile, il est conseillé d'utiliser le citron avec parcimonie.



Directeur de publication

Mesbah Hafid

Directeur Administratif

Chabane Nassim

Rédacteur en Chef

Keddouh Mohand Seghir

Directeur technique

Hamadi Lyes

Adresse Email:

lilialamsardihia@gmail.com

Adresse:

N°72 oued tarfa 1^{er}
étage lot N°20 draria Alger

Nombre de tirage :

2000

PUBLICITÉ

" Pour votre Publicité s'adresser à: l'Entreprise Nationale de communication, d'Édition et de Publicité "

Agence ANEP 01, Avenue Pasteur - Alger.
Téléphone: 020.05.20.91 / 020.05.10.42
Fax : 020.05.11.48 / 020.05.13.45
020.05.13.77

Email : agence.regie@anep.com.dz
programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ouargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

Impression Simpral

Les manuscrits, photographies ou tout autre document et illustration adressés ou remis à la rédaction ne seront pas rendus et ne feront l'objet d'aucune réclamation.

Reproduction interdite de tous les articles sauf accord de la rédaction.



Alger	32°	22°
Oran	30°	21°
Annaba	33°	22°

HORAIRES DE PRIÈRES À ALGER

Fajr	05:21
Sunrise	06:54
Dhuhr	12:34
Asr	15:45
Maghrib	18:13
Isha	19:36



UNIVERSITÉ D'ORAN 2

Conférence internationale sur l'industrie et l'usine du futur

L'industrie et l'usine du futur 4.0, leurs perspectives en Algérie et les méthodes à adopter pour les développer ont été au centre d'une conférence internationale en "Ingénierie de maintenance et de production", organisée à l'Université d'Oran 2 Mohamed Benahmed.



Initiée par le Laboratoire d'ingénierie de production, de maintenance et de production (LGPMI) de l'Institut de maintenance et de sécurité industrielle (IMSI) de l'université d'Oran 2, la rencontre réunit près de 90 experts entre enseignants et doctorants d'Algérie et de France, ainsi que des opérateurs économiques, pour débattre des bases de l'industrie et de l'usine du futur en Algérie et leurs perspectives, a expliqué, à l'APS, Rachid Noureddine, directeur du LGPMI et président de cette manifestation scientifique. Il a souligné que ce contexte d'industrie du futur 4.0 "marque un tournant dans l'évolution du secteur industriel, reposant sur l'intégration des nouvelles technologies, notamment numériques, dans l'ensemble de la chaîne de production et visant à associer la flexibilité et la productivité pour améliorer la compétitivité des entreprises". Afin d'être au diapason des transitions technologiques mondiales, l'Algérie s'attèle à mettre en œuvre les bases de cette industrie 4.0, et pour cela, a-t-il relevé, "il est plus que nécessaire de débattre sur le sujet et d'étudier les autres expériences pour pouvoir commencer sur de bonnes bases, à

commencer par l'usine du futur". L'usine connectée ou usine du futur sera un environnement où les nouvelles technologies telles que la robotique, l'intelligence artificielle et l'internet permettront une augmentation drastique de la productivité. Il s'agit d'un nouveau mode de production, qui utilise les technologies numériques pour produire les biens, et monitore en temps réel son activité pour optimiser son fonctionnement. L'usine du futur est une nouvelle approche de la gestion des ressources de production. Son objectif est de créer des usines intelligentes, plus flexibles et plus efficaces en termes de production et de gestion des ressources. Selon Rachid Noureddine, l'usine 4.0 "ouvre la voie à une nouvelle révolution industrielle en utilisant plusieurs technologies innovantes, qui devront maîtriser l'intégralité de la gestion du cycle de vie des produits ou des services de la société". Dans une conférence sur "Les modèles de maintenance prédictive robustes pour l'industrie du futur", MM. Nassim Bendaoud Et Hai-Canh Vu, de l'Université de technologie de Compiègne (UTC) de France, ont mis l'accent sur l'importance, pour tout établissement industriel, de met-

tre en place une stratégie de maintenance prédictive et préventive. Grâce au concept d'industrie 4.0, l'usine d'aujourd'hui est beaucoup plus intelligente, plus forte et plus flexible que jamais, soulignent les deux conférenciers. Le suivi de l'état des équipements est possible, depuis plusieurs années déjà, grâce à différents moyens de contrôle, de capteurs et d'autres outils et méthodes. La grande nouveauté réside dans la capacité à saisir et analyser simplement les données, ainsi qu'à créer des algorithmes prédictifs avec l'aide d'une GMAO soit la gestion de la maintenance par le biais d'un logiciel, qui permet de gérer les différentes tâches de la maintenance au sein d'une entreprise, afin d'anticiper et prévenir les éventuelles pannes. "C'est un grand changement pour le monde de la maintenance", ont-ils noté. Quatre ateliers sont au programme de cette conférence internationale de deux jours, à savoir "Maintenance industrielle prédictive, pronostics et gestion de la sécurité", "Production de biens et de services", "Production et stockage de l'énergie électrique" et "Optimisation des performances thermiques des systèmes électriques et électroniques".

Bentalha (Alger) Arrestation d'une bande de quartier qui semait la terreur

Les éléments de la Gendarmerie nationale des Eucalyptus (Alger) ont arrêté une bande de quartier qui semait la terreur parmi les habitants de la cité "Houche Mihoub" à Bentalha, où elle s'adonnait, également, au trafic de drogues et de psychotropes en milieu des jeunes et des mineurs plus particulièrement, a indiqué vendredi un communiqué du même corps sécuritaire. "Dans le cadre de lutte contre la criminalité sous toutes ses formes, et pour la préservation de la sécurité publique dans le territoire de la wilaya d'Alger, les éléments de la Brigade de sécurité et d'investigation (BSI) de la Gendarmerie nationale des Eucalyptus ont procédé à l'arrestation d'une bande de quartier dangereuse qui semait la terreur parmi les habitants de la cité +Houche Mihoub+ à Bentalha dans la commune de Baraki, en utilisant des armes blanches, tous types confondus", précise le communiqué. La bande en question s'adonnait également au trafic de drogues et de psychotropes en milieu des jeunes et des mineurs en particulier, ajoute la même source. "Les mêmes services ont arrêté les membres de la bande, au nombre de six (6), tous des reprise de justice, avec saisie d'armes blanches", selon le communiqué, ajoutant que "les mis en cause seront déférés devant les juridictions compétentes après parachèvement de l'enquête".

Accidents de la circulation 5 morts et 246 blessés en 24 heures



Cinq (05) personnes sont décédées et 246 autres ont été blessées dans des accidents de la circulation survenus ces dernières 24 heures à travers plusieurs wilayas, a indiqué hier un communiqué la Protection civile. En outre, les secours de la Protection civile de la wilaya de Laghouat ont prodigué des soins de première urgence à 5 personnes incommodées par le monoxyde de carbone (CO), émanant du chauffe-bain de leur habitation, dans la commune et daïra de Gueltat Sidi Saâd. Par ailleurs, le dispositif de lutte contre les incendies de forêts et de récoltes a permis l'extinction de 32 incendies à travers plusieurs wilayas.

IL AVAIT 88 ANS Décès de l'ancien journaliste de l'APS Larbi Oussedik

L'ancien journaliste de l'agence Algérie Presse Service (APS) Larbi Oussedik, est décédé, hier, à l'âge de 88 ans, a-t-on appris auprès de ses proches.

Le défunt avait débuté sa carrière professionnelle en tant que journaliste à l'APS en 1965. Il était connu pour son professionnalisme, sa compétence et ses hautes qualités morales, ce

qui lui a valu de gravir les échelons de la responsabilité et d'assumer plusieurs postes dont celui de rédacteur en chef du service politique et de directeur de la coopération. Il a été également correspondant de l'APS à Paris et Moscou. Le regretté Larbi Oussedik sera inhumé cette après-midi au cimetière d'El Alia (Alger). En cette douloureuse circonstance, le Directeur général de l'APS, M. Samir Gaid, présente ses sincères condoléances à la famille du défunt, implorant Dieu le Tout puissant de lui accorder Sa sainte miséricorde et de l'accueillir en Son vaste paradis.

DJELFA Un mort et deux blessés dans un accident de la route

Une personne est décédée et deux (2) autres ont été blessées dans un accident de la circulation survenu hier dans la wilaya de Djelfa, a-t-on appris des services de la Protection civile. Les secours du centre avancé de l'Oued Sder, appuyés par l'unité principale du chef-lieu de wilaya, sont intervenus à la suite d'une collision frontale entre un véhicule touristique et un camion, au lieu-dit Ras Errih de l'axe de la RN 1, reliant Djelfa à Laghouat, a indiqué le chargé de communication auprès de la direction de la Protection civile, le lieutenant Abderrahmane Khadher. L'accident a causé la mort d'une personne âgée de 55 ans et des blessures à deux (2) autres âgées de 25 et 26 ans, assistées sur place, avant leur évacuation vers l'hôpital Moudjahid Muhad Abdelkader de la ville de Djelfa, selon la même source. La dépouille de la victime a été également transférée vers le même établissement hospitalier, tandis que les services compétents de la gendarmerie nationale ont ouvert une enquête pour déterminer les causes et circonstances de l'accident, a conclu le même responsable.